

Les cahiers de Points de repère

DES OUTILS POUR COMPRENDRE

**Le
mouvement
social et
la politique**

H I V E R 2 0 0 7 • V O L . 1 - N ° 1

Table des matières

Le mouvement social et la nouvelle « guerre de position ».....	3
Le mouvement altermondialiste et le mouvement historique de la décolonisation	10
Mouvements sociaux en Afrique de l'Est.....	14
Argentine : gauches et mouvements sociaux.....	19

POINTS DE REPÈRE

Correspondance et abonnements

MONTRÉAL

3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS

21 tel, rue Voltaire
75011
Paris

RABAT

63, rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM

PO Box 31417
Jérusalem
91313

<http://alternatives-international.net>

Trimestriel publié trois fois l'an.

Abonnement : 25 \$ US ou 25 euros

Les opinions exprimées dans cette publication
ne reflètent pas nécessairement le point de vue
d'Alternatives-International ni de ses membres.

**alternatives
international**

Alternatives

Le mouvement social et la nouvelle «guerre de position»

En 2001 se tenait le premier Forum social mondial à Porto Alegre. Sur le coup, presque personne n'avait une idée claire de sa signification et de sa portée. On le sentait, on en avait l'intuition, quelque chose était «dans l'air». L'insurrection de «basse intensité» des Zapatistes, les avancements du mouvement social particulièrement en Europe latine et en Amérique du Sud, les immenses manifestations anti néolibérales un peu partout sur la planète, secouaient la chape de plomb du capitalisme réellement existant et tournaient en dérision les «théories» de la fin de l'histoire et du triomphe de la «civilisation occidentale». ¹

PIERRE BEAUDET *

Six ans plus tard Rassemblés dans la capitale de l'État de Rio Grande do Sul dans le sud du Brésil à l'initiative des mouvements brésiliens et avec l'appui de la municipalité pédiste, les mouvements se sont projetés à travers une intelligibilité compliquée. Ils constataient qu'ils parlaient des «langages» à la fois semblables et différents. Tout en étant en apparence déconnectés les uns par rapport aux autres, Ils étaient en même temps «réseautés», si ce n'est que par les fils ténus de l'internet. Ils commençaient à saisir, au moins intellectuellement, un itinéraire de rupture partielle, ambiguë, apparemment sans horizon clair. Pour la plupart des organisations en effet, il ne pouvait être question de se réclamer d'une «méga théorie» ou d'une «grande utopie» comme cela avait été le cas avec les mouvements sociaux pendant l'essentiel du vingtième siècle. Sans glisser dans un pragmatisme naïf, la majorité des mouvements pensait (et pense encore) qu'il faut prendre garde aux projets «tout-englobant» Et qu'il était nécessaire, parallèlement à un réinvestissement du social via les résistances et la construction de micro alternatives de redéfinir de nouvelles identités (au pluriel) du mouvement social.

Au soleil de Porto Alegre donc, une nouvelle expérimentation est apparue «sur le tas», par de nouvelles grammaires, de nouveaux codes, de nouvelles expressions. Le mouvement social s'est interpellé lui-même et il a aussi interpellé les acteurs politiques. Six ans plus tard, qu'en est-il ? Certes on le sait, six ans dans une temporalité historique, c'est six secondes ! Il faudrait donc être très arrogants (il y en a qui le sont, mais on ne dira pas qui) pour proposer des schémas explicatifs globaux. Il faut alors donc avec prudence, modestie, respect, patience.²

L'irruption des subalternes

Dans la foulée des succès du FSM et de la ronde très intense des mobilisations sociales qui continuent de s'amplifier, le mouvement social a donc repris confiance. C'est une très grande avancée qui s'appuie, sans déterminisme, sur des transformations profondes et de longue durée à l'œuvre dans nos sociétés, comme l'explique si bien Immanuel Wallerstein.³ Le rythme des changements immédiats est évident et intense en Amérique du Sud, notamment.⁴ Les classes populaires continuent de répéter «basta» aux dominants, dans la rue bien sûr, mais aussi par le vote. Les groupes subalternes, entre autres les autochtones et les paysans, ne veulent plus, pendant que les élites, surtout blanches et urbaines, ne peuvent plus.⁵ Plus encore, l'Amérique du Sud est devenue un vaste laboratoire où s'expérimente un nouveau dialogue entre un approfondissement démocratique et une sorte de «néo-keynésianisme de gauche. Sans cynisme ou désillusion, des masses immenses sont en mouvement pour changer les termes du pouvoir, sans par ailleurs naïvement espérer un quelconque miracle qui viendrait d'un «sauveur» par en haut. Et d'autre part, ces masses pressent les interlocuteurs politiques pour qu'ils entament de vastes réformes, de façon à rétablir une certaine redistribution sociale et la protection du bien commun. Est-ce que ça va marcher ? Les opinions restent très partagées, mais que l'on fasse partie des optimistes, des pessimistes ou des «optipessimistes», on constate que la structure du pouvoir est ébranlée.

«Nous sommes la gauche»

Le nouveau discours des mouvements sociaux notamment en Amérique du Sud se veut non complaisant face aux partis de gauche, sans cynisme ni critique abusive, sans sentiment d'infériorité non plus ni fausse gêne. «Nous sommes la gauche», disent souvent ces mouvements, ce voulant dire, c'est l'ensemble des organisations sociales et politiques qui participent à la construction de la gauche et du projet de transformation sociale, et non plus une ou des avant-gardes «éclairées». À part Cuba où cette lutte historique doit être comprise dans son propre langage, les mouvements d'Amérique latine ont fait leur deuil du lourd héritage du partidarisme, tant dans ses formes exacerbées que dans ses formes modérées. La question est alors posée, à quoi servent les partis politiques? Dans le cas de la Bolivie, l'équation a été renversée, le parti (MAS) est l'émanation électorale des mouvements. Cette situation est beaucoup moins claire ailleurs et ces ambiguïtés se profilent des conflits ou du moins des incompréhensions.

La droite sous le choc

Ailleurs, les secteurs les plus arrogants et les plus agressifs de la droite subissent de durs revers. C'est le cas en Inde, en Espagne, en Italie et plus récemment aux États-Unis.⁶ Certes le jeu des partis et de l'alternance dans le cadre des démocraties représentatives a un impact dans ces changements. Mais est-ce la seule raison ? Des masses en action et des mouvements fluides jettent sur ces droites un total discrédit, en révélant l'ampleur de la voyoucratie qui s'est emparée du pouvoir dans plusieurs pays dits démocratiques. Des secteurs de plus en plus importants de la population se rendent compte de l'entreprise qui sape la démocratie, notamment via les dérives militaristes, répressives qui criminalisent les classes «dangereuses» en commençant par les «maillons faibles» (immigrés, réfugiés, jeunes). Un peu partout devant cette réalité s'exprime un formidable NON. Résultat, le grandiose projet de «réingénierie» du monde promu par les néoconservateurs notamment (mais pas seulement) aux États-Unis est enrayé par les résistances des peuples. Il est enrayé par un faisceau complexe et diversifié de mouvements, d'expressions organisées ou spontanées. Il l'est aussi par une combinaison de forces politiques, sociales et culturelles dans un certain «arc des tempêtes» qui traverse le globe de Jakarta à Casablanca en passant par Kaboul et Bagdad. C'est tout un bouleversement, à peine quelques années après le déclenchement d'une offensive réactionnaire visant à reconstituer un «consensus» entre les dominants et à faire basculer les dominés dans l'impuissance et l'indifférence.

Le turbo capitalisme essoufflé

Entre-temps, le capitalisme qui s'affirmait la «fin de l'histoire» après avoir définitivement «triomphé» du socialisme se heurte à ses propres contradictions. Les turbulences économiques s'accroissent avec l'intensification des compétitions à l'intérieur de la «triade» (États-Unis, Union européenne, Japon) d'une part, et entre celle-ci et certains pays dits «émergents», notamment la Chine. La «bulle» financière états-unienne dopée par un dollar surévalué de manière abusive est fragilisée de plus en plus, sans que l'union européenne et même le Japon ne soient en mesure de renverser la tendance profonde à la décroissance. La cannibalisation incessante des petits par les gros et des gros par les ultra-gros concentre la richesse dans un processus de polarisation de classes dont l'évolution avait été prévue par Marx. Jusqu'à date, les scénarios des dominants de «sortie de crise» se contentent de forcer les dominés à accepter l'inacceptable, comme cela avait été le cas avant Keynes⁷. Mais ça ne passe pas. Parallèlement, les crashes financiers prolifèrent et s'accroissent faisant tomber les uns après les autres les «success stories» de la vulgate «banquemonialiste» (Argentine, Thaïlande, Indonésie, etc.). Le travail pionnier de Robert Brenner, sur les cycles longs et l'inexorable contradiction qui mine l'accumulation capitaliste, nous ramène à des réalités fondamentales qu'ont voulu masquer diverses idéologies à la cocotte-minute dites «post-modernistes». ⁸ La crise semi permanente, la compétition destructrice des outils économiques et des vies qui les animent, l'effroyable gaspillage des ressources, ne sont pas «accidents» ou des «dommages collatéraux», mais des traits constitutifs du capitalisme qu'aucun «correctif» interne ne saura résoudre. Mais contrairement à une autre vulgate (de gauche cette fois), il faut voir que ce processus d'auto-destruction sans fin ne conduit pas nécessairement à détruire le capitalisme, au contraire.

Une (autre) fin de l'histoire ?

À travers toutes sortes de processus, le rapport de forces entre dominants et dominés chambranle, bifurque, se fragilise et déséquilibre tous les prévisionnistes plus ou moins chevronnés qu'ils soient de gauche ou de droite. Mais devant ce vide analytique, certains veulent conclure, trop vite selon moi, qu'on est «au début» d'un grand «retournement». Le grand soir, le jour J, le point de rupture, approchent, disent-ils. Pour certains, le déclin du capitalisme est marqué dans l'histoire. Sous sa forme néolibérale, il entre dans sa phase «sénile», sans capacité de renouvellement, laissant derrière dévastations, guerres et affrontements perpétuels. Pour d'autres, des «multitudes» sans nom s'apprêtent à porter le coup fatal contre le «pouvoir biopolitique». D'une façon ou d'une autre, plusieurs prédisent, à l'encontre des néolibéraux de Washington, une autre «fin de l'histoire», un «happy ending» des mouvements sociaux en autant, précisent certains, que ceux-ci sachent abandonner leurs velléités autonomistes et reconnaître la ligne juste et la tactique juste qui pourront «capturer» dans une synthèse époustouflante l'avenir de la contestation sociale.

Altermondialisme citoyen ou anti-néolibéralisme ?

Après Seattle et les grandes mobilisations européennes contre le néolibéralisme (Genoa, Gotenborg, etc). Les médias ont «découvert» le fait de la résistance à l'ordre dominant. En partie pour simplifier, en partie pour dénigrer, ils ont qualifié ce mouvement d'anti-mondialisation et cette appellation est restée longtemps dominante (encore aujourd'hui, elle l'est dans l'univers anglo-américain - the antiglobalization movement). Bien que la confrontation avec ce (dés)ordre soit préminente pour le mouvement, cela fait cependant longtemps que d'autres ruptures ont été faites. Les apports des mouvements féministes et écologiques ont été à cet égard déterminants. Le refus du néolibéralisme doit déboucher sur un autre «modèle de société», d'autres valeurs, d'autres programmes de développement social, d'autres manières d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux. Il serait abusif d'affirmer que ce passage de l'anti à l'alter est fermé et définitif, mais le processus est en cours.

Le lourd héritage du catastrophisme

On s'en souviendra, ce n'est pas la première fois qu'un mouvement social grisé par ses succès et par une crise en apparence «terminale» du capitalisme prédit une autre fin de l'histoire. La Deuxième comme la Troisième Internationale ont incrusté au sein du mouvement social l'idée héritée des Lumières, à l'effet

que la «modernité et le «progrès», voire le socialisme dans sa version prolétarienne, allaient nécessairement triompher, dans un jour proche !⁹ La crise, la vraie crise, la grande crise, la crise avec un C majuscule, allait survenir inéluctablement. Le mouvement social devait agir, soit pour «précipiter» cette crise inéluctable (par l'insurrection), soit en attendant que le «fruit mûr» du capitalisme ne tombe de lui-même et ne fasse évoluer la société, par un processus «naturel», vers le socialisme (social-démocratie). Aussi, ce catastrophisme «de gauche» a accompagné tout au long du vingtième siècle, sous une pluralité de formes, la pensée critique. De par l'attraction de son argumentaire et la force déployée par toute une génération de mouvements, il s'est ancré dans une «sociologie» des rapports dominants-dominés qui se reproduit jusqu'à aujourd'hui.

Le capitalisme se construit par la destruction du capital

Revenons brièvement sur ce point. Les crises politiques, sociales, économiques, du capitalisme réellement existant se multiplient sans nul doute. Elles expriment des processus complexes, contradictoires. Marx dont la pensée sur cette question comportait des ambiguïtés avait quand même conclu que le capitalisme se nourrit des crises et se redéploie à travers les crises.¹⁰ La destruction du capital en assure sa reproduction. Parallèlement, en dépit d'autres interprétations fermées, le capitalisme se développe par et à travers la compétition, la concurrence, le déplacement incessant des acteurs et des forces. Aujourd'hui, le «modèle néolibéral, qui est évidemment un construit politique - et non une fatalité- domine et restructure le capitalisme de plusieurs manières. Il se déplace, au moins partiellement, «géographiquement» vers des parties du «sud global» qui deviennent de nouvelles zones d'accumulation intensive. Il force des reconfigurations où les bourgeoisies de la «triade» sont confrontées à des puissances capitalistes émergentes, la Chine en particulier, sans compter d'autres pôles en devenir (l'Inde, le Brésil, la Russie). Il «restructure» dans la destruction les classes populaires et dites «moyennes», au nord comme au sud, en excluant les unes (une bonne partie des salariés «fordistes» qui ont proliféré à l'époque keynésienne, notamment), en incluant d'autres couches (10-15% de la population du sud global qui est en mesure de rendre l'offre capitaliste solvable), tout en condamnant à mort des centaines de millions de «non-citoyens» majoritairement paysans. Rien n'indique que ce modèle n'est pas «durable», sinon par l'épuisement accéléré des ressources, un phénomène qui reste cependant souvent mal interprété par un certain écologisme à sa manière catastrophiste.

Les différentes «gestion» de la crise

Dans cette évolution, les dominants ont plusieurs «stratégies» et même si l'édifice de leur hégémonie est lézardé ici et là, les fondations demeurent solides. Dans une large mesure, la «guerre sans fin» est l'une de ces stratégies, car elle permet de repolariser le monde tout en mettant sur la défensive les dominés. À travers cette guerre, le but est de redéployer l'empire dans des formes plus traditionnelles, directement coloniales. Mais le projet se heurte à de formidables obstacles (le contre-exemple de l'Irak). Les néoconservateurs s'entêtent et pensent de porter cette guerre globale à un niveau «supérieur», par exemple en utilisant les armes nucléaires.¹¹ Devant eux cependant, s'érigent les «néorealpolitiks» qui estiment plus porteuses les bonnes vieilles méthodes de l'«indirect rule» via des alliances interétatiques et la cooptation d'une partie des élites locales dans la gestion de la domination. En plus d'être divisés par des interprétations différentes de la crise et des possibles sorties de crise, les dominants sont également tiraillés par une compétition inter impérialiste croissante. Les Etats-Unis pour maintenir leur domination devant l'Union Européenne et les pays émergents n'ont pas d'autre choix, rationnellement parlant, que de s'appuyer sur une certaine remilitarisation. Leurs compétiteurs sont moins portés sur la chose, pas parce qu'ils sont moins «impérialistes», mais parce que les armes de leur domination sont davantage économiques et technologiques que militaires. Il y a donc un sérieux problème pour les dominants. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer leur capacité de refaire un certain nombre de consensus, surtout parce qu'ils sont conscients des menaces que représente un mouvement populaire ascendant.¹²

Le social libéralisme comme porte de sortie

Des limites objectives et subjectives se présentent cependant contre ces scénarios de gestion de crise. Dans ce contexte, les dominants savent qu'il faut continuer la guerre de position contre les dominés via d'autres moyens. Une gestion «social libérale» (le néolibéralisme «à visage humain») devient alors une tactique alléchante. En substance, il s'agit d'offrir à une partie des dominés une redistribution marginale de la richesse sociale ou même parfois, de leur garantir que la part qu'ils détiennent déjà ne sera pas davantage amoindrie, en autant qu'ils acceptent les nouvelles règles du jeu, notamment la perte des «droits acquis», la flexibilisation du travail et le rétrécissement du filet de sécurité sociale. On est bien sûr à des années du grand compromis keynésien qui proposait au contraire une redistribution substantielle et une amélioration visible des conditions de vie des classes populaires. D'une façon un peu perverse, la gestion social libérale joue les pauvres contre les «ultra-pauvres», les classes moyennes prolétarisées contre les paysanneries exclues en offrant à celles-ci, contre les intérêts des autres, une certaine garantie qu'ils ne deviendront pas à leur tour des exclus. Encore là, il ne faut pas sous-estimer l'impact de ces politiques et leurs capacités réelles de restabiliser l'espace politique au profit des dominants.

Le mouvement social au défi

Le mouvement social est fort et il est faible. Il est fort de plusieurs victoires qui forcent les dominants à reculer. Il est fort d'avoir imposé ici et là de nouvelles avancées démocratiques. Et le mouvement social est faible. Il est loin d'avoir réuni les classes populaires autour d'un projet à la fois utopique et faisable. Il est encore souvent déjoué par les tactiques de la droite. Il reste englué dans notre passé catastrophiste et avant-gardiste. Pour certains, le choix est de se lancer à l'assaut du ciel et de forcer la rupture entre notre mouvement social et les dominants, y compris dans leur appropriation de l'espace politique. Il faut donc que la «gauche de la gauche», qui repose sur le mouvement social, se projette à l'avant-plan, quitte à réaliser des ruptures doulou-

reuses. Pour d'autres, un tel tournant comporte plus de désavantages que d'avantages. La force du mouvement social repose sur son extériorité à une certaine temporalité politique, sur sa définition par l'agir plutôt que sur la base de l'adhésion à un programme de transformation qui nécessairement délimite l'horizon des luttes. Il tire sa force de sa proximité avec la galaxie des revendications et des résistances et du fait qu'il ne tente pas de les «réduire» ou de les hiérarchiser. Il se redéfinit perpétuellement par l'inclusion de nouvelles identités de lutte en phase avec les bouleversements des rapports de force et des cycles du capitalisme. Mais dans son effort de coaliser ces processus hétérogènes, le mouvement social parvient parfois à les coaliser et donc à les réunifier sans les aplatir dans des évolutions nécessairement conjoncturelles, éphémères.

Faire DU politique ou faire DE LA politique

Dans ce contexte, le mouvement social «est» politique, mais ne «fait» pas de politique. Il faut continuer de fonctionner, d'exercer son influence dans l'espace politique tel qu'il existe, pas sur une autre «planète» ou en attendant que le grand soir ne survienne sur la base de la grande crise.¹³ Dans l'immédiat, cet espace est limité. Il y a le néolibéralisme militarisé d'un côté et le social libéralisme de l'autre. Mais au-delà de ses versions, ce social libéralisme qui hérite d'une social-démocratie en lambeaux apparaît comme un allié par défaut. Les masses en mouvement acceptent, sans beaucoup d'illusion (et parfois même en se bouchant le nez) de l'appuyer, non pas comme une capitulation, mais comme une manière de déstabiliser la droite.¹⁴ Au-delà de ces différences tactiques importantes entre ceux qui veulent avancer directement sur le terrain politique et ceux qui veulent le déterminer «de l'extérieur», il existe cependant un consensus fort qui s'est réarticulé dans le sillon des idées du FSM. Tout le monde (ou presque) a intériorisé l'idée qu'il ne peut plus être question de subordonner le mouvement social à des projets politiques immédiats. La majorité des mouvements accepte le principe qu'il est inacceptable de censurer des groupes subalternes au nom de la «ligne juste» ou de la «contradiction principale». Bref une idée structurante émerge depuis quelques années et comme elle continue de faire avancer les choses, les mouvements sont en général conscients qu'il ne faut pas dévier de l'itinéraire entrepris pour stimuler une force populaire consciente, propositionnelle.

Réformisme radical

Plusieurs s'interrogent sur le refus de bien des mouvements sociaux de se prononcer pour une «grande» perspective de transformation bien définie, comme cela était le cas pour des générations précédentes pour lesquelles le projet portait un nom, le «socialisme». On est interpellés également par le fait que des mouvements semblent satisfaits de se limiter à un horizon limité et visible de revendications sociales, comme si le fait de gagner «un peu» au niveau de revendications qui font consensus et qui sont claires est en soi un énorme avancement. Pour certains, ce réformisme radical reflète l'immaturité du mouvement, «question de temps» disent d'autres. Pour d'autres, cette articulation traduit plutôt le refus de perte d'autonomie et de sens qui provient souvent des tentatives de «hamacher» le mouvement, de le discipliner vers une certaine direction. Dans une optique, le mouvement ne capitule pas parce qu'il ne nomme pas le projet «idéal» ou à long terme qui sera l'apothéose de ces luttes, mais au contraire, il relance la contestation et la rébellion sociale d'une manière encore plus accentuée.

La «guerre de position» justement

On se souviendra du contexte dans lequel Gramsci avait utilisé cette image dans ses «Lettres de prison». Le théoricien du Parti communiste italien alors emprisonné estimait que le mouvement social ascendant en Europe du vingtième siècle était dans une impasse devant le mur d'un capitalisme militarisé disposant d'une hégémonie sur la société. Le «coup fumant» de la révolution russe, pensait Gramsci, ne pouvait tout simplement pas être répété : la structure de classe européenne était en mesure de résister aux coups de boutoir qui avaient achevé le tsarisme en Russie et par conséquent, la rupture révolutionnaire n'était pas à l'ordre du jour. Pour Gramsci, la Russie était l'exception, non la règle, car l'extraordinaire conjonction des forces entre l'écroulement d'un Empire déclinant, la décomposition rapide de son armée et l'éclatement de la paysannerie, couplés à l'émergence d'un mouvement social dynamique dans les centres capitalistes urbains, ne pouvait pas se «reproduire». D'une «guerre de mouvement» offensive et jusqu'au-boutiste comme l'avaient défini les militants russes, le mouvement devait bifurquer et passer à une «guerre de position».

Action directe, citoyenne, non-violente

À part quelques phénomènes résiduels ou des exceptions qui s'expliquent par l'histoire (Colombie, Népal), le mouvement social a laissé tomber l'attraction importante qu'il manifestait pour la lutte armée, de type insurrectionnel ou de type «guerre populaire prolongée» qui avait dans une large mesure influé sur l'agenda politiques des années 1960-70. Certes les grandes défaites qui ont été marquées par les dominants contre cette galaxie de mouvements armés expliquent ce tournant, en partie au moins. Plus encore, les éléments de réflexion sur cette question ont permis de dégager un bilan assez critique, établissant des liens entre avant-gardisme, substitutisme et insurrectionnisme. Aujourd'hui il semble clair pour la majorité des mouvements que la lutte de masse via l'action de résistance non armée est non seulement plus efficace, mais aussi plus légitime et plus en phase avec les valeurs du mouvement social. Ce qui ne veut pas dire un tournant «philosophique» de type gandhien, par ailleurs. L'autodéfense des masses en lutte n'est pas un interdit ni un tabou. Mais il faut savoir quand, où et comment. Dans ce sens, la dimension militaire des Zapatistes, principalement symbolique et appuyée sur une mobilisation de masse, est peut-être indicative de ce qui s'en vient.

Bifurcation

Celle-ci impliquait un mouvement lent, un grignotage des positions de l'adversaire, une longue série de combats laborieux, épuisants durs, aussi bien sur le plan des forces que sur le plan des idées. Dans cette vision, l'État contrairement à une perception bien ancrée n'était pas un «objet» ou un «lieu» à capturer tel un «palais d'hiver» (Lénine l'avait également bien vu), mais un rapport multidimensionnel de forces à transformer. Mais dans le sillon de la révolution d'octobre et de l'immense enthousiasme qu'elle avait déclenché, les masses en mouvement n'étaient pas tentées d'écouter cette perspective et en conséquence, elles se lancèrent effectivement à l'assaut du ciel pour aboutir à une série de catastrophes, comme celle qui survint en Allemagne. À l'autre bout du monde cependant, les cruels échecs de la première révolution chinoise forcèrent le mouvement social à élaborer une autre stratégie. Les masses urbaines et le Parti communiste totalement décimés par des assauts frontaux contre le pouvoir eurent l'intelligence de penser le repli, de transformer la défaite en victoire, et de relire la science de la guerre de classe comme l'art de la survie, du contournement, de la patience. Plus tard dans les années 1960, la proposition gramscienne est réapparue, mais pour être également marginalisée devant le torrent d'un nouvel insurrectionnelle tiers-mondiste. Aujourd'hui une nouvelle exploration du thème s'impose. Certes, la situation a bien changé. Intuitivement, le mouvement social sait qu'il doit éviter la défaite et trouver une façon de garder ses forces, son ascendant moral, et de maintenir ses efforts pour construire une nouvelle hégémonie.

Envahir les tranchées de l'adversaire

Aujourd'hui aux confins de la planète dans un pays dont la plupart des gens ignorent même le nom se jouent des enjeux considérables. Au Népal en effet, un mouvement paysan organisé par un parti qui se définit comme maoïste est parvenu aux portes du pouvoir. Aux portes seulement, car son leadership a l'intelligence de constater que la rupture est hors de portée. Pas seulement sur une base strictement militaire. Mais du fait que la montée des groupes subalternes (paysans, minorités ethniques, femmes) que représente cette coalition doit politiquement se négocier un espace avec une fraction des dominants et une partie des classes populaires urbaines. Les formidables avancées du mouvement populaire qui a su contre les visées de l'impérialisme américain et contre l'hégémonisme indien ont réussi en renversant la dictature à transformer le rapport de forces. Le mouvement des subalternes, essentiellement composé de paysans armés ne se présente pas «en ville» les «mains vides». Il entoure, tant géographiquement que politiquement, la ville qui n'est pas seulement une urbanité mais aussi une culture, un rapport social et une manière de gérer le pouvoir. Il cherche à détacher de cet espace des classes populaires semi-prolétarisées pour leur proposer une autre utopie. C'est bien sûr un immense parti qui peut débouler en sens inverse et rien n'est donné d'avance.¹⁵

L'impérialisme, pas seulement l'impérialisme américain

Tout le monde constate évidemment que la résistance des peuples confronte principalement les dominants structurés autour de l'impérialisme américain. Mais contrairement à une certaine époque où les mouvements sociaux se confinaient dans une vision limitée des résistances, il y a moins d'inhibition maintenant à se solidariser avec les peuples qui se battent contre d'autres impérialismes que l'impérialisme américain. Le peuple tchéchène n'a pas moins de «droit d'exister» que les Palestiniens, par exemple. Le mouvement social qui s'est investi dans la lutte contre la «guerre sans fin» de George W. Bush n'a aucune tentation de glisser dans une voie étriquée où l'«ennemi de mon ennemi est mon ami», et qui a conduit des mouvements à appuyer des dictatures ou des mouvements rétrogrades voire réactionnaires, sous prétexte qu'ils se battaient contre l'«ennemi principal».

Ne plus être des victimes

Dans un autre univers, des subalternes se révoltent contre leurs conditions de pestiférés dans une Afrique du Sud post-apartheid ou néo-apartheid. La criminelle gestion des dominants a créé une situation où plus de cinq millions de personnes sont atteintes par l'épidémie VH-SIDA qui les tue alors que les outils existent pour arrêter le massacre. Mais au lieu de se contenter de leurs rôles assignés de victimes, ces populations se sont organisées et ont déstabilisé les dominants. Plus encore avec leur galaxie de mouvements nationaux et locaux, ils élaborent les contours d'un nouveau mouvement populaire qui vise à creuser sous l'édifice du pouvoir des fissures qui l'affaiblissent considérablement le projet social libéral qu'est devenu l'ANC.¹⁶

Réseaux de réseaux et mouvements de mouvements

Les mouvements sociaux aujourd'hui construisent sans cesse des réseaux à l'échelle locale, nationale ou internationale. Évidemment, les nouvelles technologies de l'information sont arrivées au bon moment pour faciliter ce processus, qui serait survenu tout de même (peut-être moins rapidement) sans la grande toile. Le grand avantage de cette mise en réseaux est de pouvoir combiner deux principes jusqu'à récemment difficilement conciliables : celui de l'autonomie d'une part, et celui d'œuvrer ensemble d'une manière stratégique, d'autre part. Aujourd'hui, il n'est nullement besoin pour un organisme de médiation centralisé, politique ou intellectuel, pour mettre en branle des processus de coalition et de centralisation stratégique.

Un million de «batailles de l'eau»

Un peu partout à l'inspiration des formidables mobilisations de Cochabamba s'articulent des coalitions gagnantes qui enrayment la machine néolibérale avec de gros et parfois de très gros grains de sable et qui empêchent la privatisation et le pillage du bien commun. On a vu cela en France avec la résistance des jeunes et des syndiqués contre le projet dit des «CPE» dont le but était de «flexibiliser» (dualiser) le marché du travail. On l'a vu aussi lors de la grève réussie (2005) de 300 000 étudiant-es québécois-es contre la marchandisation de l'éducation. Partout, des masses inédites se mettent en mouvement en refusant leurs conditions d'exclus, et en pensant aux alternatives qui permettront à long terme de reconstruire une société pour les vivants. Les conditions dans lesquelles ces mouvements sont évidemment difficiles, si c'est que par l'hostilité et la violence des dominants. Mais peut-être que le plus gros défi n'est pas là. Plusieurs de ces mouvements sociaux ne veulent pas être instrumentalisés au service de projets qui visent simplement à améliorer la misère. Ils savent pour autant qu'ils ne sont pas prêts, qu'ils n'ont pas la capacité hégémonique, d'imposer un nouveau cours. Il ne s'agit pas bien sûr de rester en marge, d'attendre un miraculeux basculement des choses ou de se tenir loin de la politique définie comme la «sale politique». Il faut intervenir, mais avec discernement et sans illusion.

«Anciens» mouvements et «nouveaux» mouvements

Les mouvements sociaux sont un processus à géométrie variable, qui expriment les transformations de la société et qui permettent aux dominés de s'exprimer. Plusieurs de ces mouvements issus d'autres périodes historiques se reproduisent à travers les âges politiques et gardent leur pertinence. Bien que la centralité politique du syndicalisme soit une chose du passé dans la plupart des pays (dans le sillon de l'atomisation de la force de travail), les syndicats occupent encore une place importante comme vecteurs de mobilisation. D'autres mouvements sont plus récents dans le paysage, pas tellement parce qu'ils «remplacent» les anciens mouvements sociaux «dépassés», mais parce qu'ils transportent des revendications qui correspondent davantage aux réalités sociales et culturelles. Comme il est dit auparavant et à la lumière de l'expérience du Forum social, ces mouvements peuvent au lieu de se compétitionner s'agglomérer, sans se fusionner ni perdre leurs identités.

La «leçon» bolivienne

En élisant le MAS, les paysans et les autochtones boliviens ont agi avec discernement, patience, détermination. Devant ce parti «non parti» qu'est le MAS, ils restent juste à la distance nécessaire, sans y être, en y étant en même temps. Ils préviennent les leaders du nouveau gouvernement qu'ils restent extrêmement vigilants, mobilisés. Ils l'avertissent que toute compromission entraînera inévitablement sa chute. Ils lui disent qu'ils sont prêts à proposer, résister, participer à des avancées sociales modestes, mais significatives, à condition qu'on ne les utilise pas comme de la chair à canon. Devant cela, Évo Morales sait qu'il marche sur la crête de la vague, pas plus. Réalistement, ils ne peuvent pas porter le projet du mouvement social au-delà d'un «accommodement raisonnable» comme l'admet Alvaro Garcia Linera, une autre tête pensante du MAS.¹⁷ Alors dans les plaines rurales et les bidonvilles de l'altiplano, on reste patients mais alertes.

Glocal

À la dichotomie traditionnelle entre mouvements sociaux définis par une identité locale et des mouvements sociaux «transnationaux» ou globaux se substitue peu à peu une nouvelle hybridation où les frontières des résistances deviennent fluides, en partie parce qu'elles répondent aux stratégies des dominants. Des résistances syndicales ou écologistes sont de moins pertinentes si elles se déploient seulement à l'échelle locale. Ce qui ne nie pas l'importance de l'enracinement. À travers les réseaux, les mouvements produisent à la fois des résistances locales et des résistances internationales.

Contester le pouvoir, se contester nous-mêmes

Ces luttes dures de longue portée ouvrent un horizon immense au mouvement social qui tente de naviguer sur des eaux turbulentes. Pour cela, une recherche est en cours pour reconfigurer les mouvements et les structures qui rendent leurs actions possibles. Le fait n'est plus un secret ni un tabou, les mouvements de transformation sociale reproduisent les codes et les cultures qui s'expriment dans les sociétés d'où ils émergent. Comment pourrait-il en être autrement ? Pour des matérialistes que nous sommes, la pensée des humains est inscrite par le milieu ambiant mais non déterminée par lui. Les humains font leur histoire, mais dans un monde qu'ils n'ont pas eux-mêmes créé, comme l'a expliqué Marx. Une fois dit cela, la société change. Des idées nouvelles émergent, à l'encontre des idées dominantes et ainsi va l'humanité.

RuptureS

Actuellement, une ligne de pensée ascendante indique la nécessité de lutter contre les hiérarchies qui empêchent les subalternes de s'exprimer. Cela se traduit de diverses manières, dans l'articulation des revendications et des programmes, mais aussi dans la manière d'être et d'agir. L'horizontalisme de bien des mouvements sociaux et à plus grande échelle du FSM, peut parfois apparaître excessive, voire paralysante, mais généralement, c'est le moyen pour briser le verticalisme, le oui-chef-isme, le je-sais-tout-isme qui ont caractérisé plusieurs générations des mouvements. Il ne s'agit pas de tergiverser et de transformer le mou-

vement social en une «école de démocratie». Oui il faut passer à l'action mais sur la base d'une analyse juste du rapport de forces et avec la modestie qui s'impose. Pas d'aventurisme, mais de l'audace. Pas de rupture cataclysmique, mais des ruptures multiples qui permettent l'accumulation des forces et la construction d'une nouvelle hégémonie. Aussi, les mouvements sociaux doivent, encore plus explicitement, devenir le centre de gravité dans nos analyses qu'ils le sont déjà dans la réalité.

Où est le «mouvement des sans» ?

Dans le paysage du capitalisme actuel, des masses gigantesques sont non seulement exploitées mais marginalisées, exclues. Au-delà des stratégies traditionnelles des dominants qui ont toujours maintenu une partie importante des multitudes à l'extérieur de la sphère de production capitaliste (l'«armée industrielle de réserve»), cette réalité découle d'une restructuration du pouvoir et du capital où des populations entières ne font pas partie du «programme». Dans le tiers-monde, ce processus aboutit à la gigantesque et meurtrière destruction de la petite paysannerie (un tiers de l'humanité !). Dans le «nord global», des millions de «perdants» sont condamnés à la misère, un peu comme au début du capitalisme industriel. Dans une large mesure, ces masses cherchent à transformer ou même à créer des mouvements sociaux qui expriment leurs revendications. Le défi du mouvement social dans son ensemble, et du Forum social en particulier, est de créer des espaces où ces mouvements d'exclus ont toute la place qu'ils méritent, comme on l'a vu notamment à Mumbai au FSM de 2004).

NOTES

- 1 L'irruption des Zapatistes dans le Chiapas mexicain est survenue au début de 1994 au moment où le gouvernement mexicain joignait l'Accord de libre-échange avec le Canada et les États-Unis. Les mouvements sociaux se sont réveillés à partir du milieu des années 1990 notamment en France (grèves de 1995), en Bolivie («guerres de l'eau» et ailleurs. Enfin de puissantes coalitions se sont mises en place pour enrayer des conférences et des sommets organisés par des États autour de propositions néolibérales promues par l'Organisation mondiale du commerce, le projet de création d'une Zone de libre-échange pour les Amériques et les Sommets du G-8, comme on l'a vu à Seattle, Gotenborg, Genoa, Québec, Johannesburg et dans plusieurs villes du monde.
- 2 Et en pensant à la petite phrase assassine de Groucho Marx, «on peut tout prévoir sauf l'avenir».
- 3 Voir notamment son commentaire sur le FSM, <http://www.binghamton.edu/fbc/130en.htm>
- 4 Les mobilisations n'ont cessé de traverser le continent et la droite pro-américaine a été vaincue presque partout lors des exercices électoraux, sauf au Mexique où selon toutes les apparences, elle s'est maintenue au pouvoir grâce à une fraude monumentale.
- 5 C'est une paraphrase de l'affirmation de Lénine : une révolution survient quand ceux d'en haut ne peuvent plus et ceux d'en bas ne veulent plus.
- 6 La droite «dure (le BJP) a perdu les élections en Inde en 2004. Le gouvernement Aznar a été défait contre toute attente en Espagne par une formidable mobilisation anti-guerre menée par les jeunes qui ont révélé l'ampleur du mensonge de la droite contre les mouvements basques qu'il avait accusé d'être responsable de vastes attentats terroristes. Plus tard, Berlusconi a été vaincu et enfin récemment (novembre 2006), l'électorat américain a rejeté l'administration Bush et sa politique va-t-en-guerre lors du renouvellement du Congrès.
- 7 Le génie de Keynes avait été justement de rescaper le capitalisme non par la répression mais par la formulation d'un compromis social où les dominants concédaient une partie de la richesse sociale aux dominés en échange de stabilité à long terme et de leur acquiescence au capitalisme. Bien sûr, ce grand compromis avait été imposé aux dominants par le contexte de l'époque où l'hypothèse d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme était à portée de vue.
- 8 Voir son dernier ouvrage, *The Economics of Global Turbulence*, London: Verso Press
- 9 Des dissidents avant l'heure comme Rosa Luxembourg ou Walter Benjamin avaient bien vu le danger de cette opacité analytique.
- 10 «Les crises du marché mondial doivent être vues comme la synthèse réelle et l'aplanissement violent de toutes les contradictions de cette économie». Matériaux pour l'économie, 1861-1865, Œuvres, Économie II, Gallimard, Paris 1968.
- 11 Au début de 2006, l'administration Bush a sérieusement contemplé la possibilité de tirer des missiles nucléaires dits de «troisième génération» sur l'Iran. On a jugé au bout de la ligne que le projet était «prématuré» et comportait trop de risques.
- 12 Pendant la grande crise entre les deux guerres, la bourgeoisie européenne qui craignait Hitler craignait encore plus le mouvement social et l'influence de l'Union soviétique. Les dominants français notamment avaient inventé cette formule, «Plutôt Hitler que le Front populaire».
- 13 Comme le propose John Holloway dans «Change the world without taking power», Pluto Press, 2002.
- 14 Cela a été notamment le choix du mouvement social en Inde. Depuis la défaite de la droite dure (le BJP), la consigne majoritaire (il y a des dissidents) est d'appuyer les partis centristes comme le Congrès en espérant que cela crée plus d'espace pour les forces de transformation.
- 15 Sur l'insurrection népalaise, lire l'analyste indien Siddharth Varadarajan (<http://svaradarajan.blogspot.com>).
- 16 Voir notamment l'expérience du Treatment Action Campaign (TAC).
- 17 Selon Linera, «Le projet de transformation que le MAS souhaite mener à bien ne peut être qualifié ni de communiste, ni de socialiste, ni même de communautés indigènes. Il y a une implosion des économies communautaires au sein des structures familiales, qui ont constitué le cadre à partir duquel ont surgi les soulèvements sociaux. Il faut dans ce contexte une sorte de capitalisme andin. Il s'agit de construire un État fort, qui puisse articuler de manière équilibrée les trois plates-formes «économico-productives» qui coexistent en Bolivie: la communautaire, la familiale et la «moderne-industrielle». La Bolivie sera toujours capitaliste pour au moins 50 ou 100 ans.» Points de repère, hiver 2005.

Le mouvement altermondialiste et le mouvement historique de la décolonisation

Le mouvement altermondialiste est confronté aujourd'hui au débat stratégique. Cette intervention aborde quelques unes des questions posées par ce débat. Je le ferai en contrepoint aux débats stratégiques de la décolonisation en insistant sur l'analyse de la période, la question des bases sociales et des alliances. Il s'agit donc ici d'identifier quelques unes des questions qu'il est nécessaire d'aborder pour réfléchir sur les perspectives du mouvement altermondialiste ; la compréhension de ces questions gagnerait beaucoup à une compréhension de la manière dont elles ont été prises en compte par le mouvement de la décolonisation.

GUSTAVE MASSIAH *

Je partirai de l'hypothèse que le mouvement altermondialiste prolonge et renouvelle le mouvement historique de la décolonisation. Je ne suivrai pas l'ordre chronologique et je partirai du présent, du mouvement altermondialiste, pour aller dans le passé chercher, à partir des réflexions sur le mouvement de décolonisation, des réflexions sur les questions que nous nous posons pour construire l'avenir. Je le ferai d'autant plus facilement que les participants à ce colloque ont participé, pour beaucoup d'entre eux, aux luttes de la décolonisation. Je me contenterai de faire simplement référence à cette période en insistant beaucoup plus sur la période actuelle.

L'analyse de la période et l'état des lieux du mouvement.

Le mouvement altermondialiste est riche de sa diversité, de la multiplicité des courants de pensée qui le composent. Il combine plusieurs démarches : la résistance aux logiques dominantes, la recherche des alternatives, la négociation en situation. Ce mouvement articule plusieurs formes d'expression : les luttes ; les pratiques solidaires ; les réflexions et l'élaboration. L'ensemble de ces dimensions alimente le débat démocratique et citoyen qui caractérise ce mouvement.

Le mouvement altermondialiste est marqué par la prise de conscience des conséquences dramatiques de la phase néo-libérale de la mondialisation. Ces conséquences sont : la montée des inégalités et de leur liaison aux discriminations ; l'aggravation de la domination du Nord sur les peuples du Sud et leur liaison aux conflits et aux guerres ; la mise en cause de l'écosystème planétaire et des droits des générations futures et leur liaison au productivisme et à la logique spéculative financière ; la montée des insécurités sociales, écologiques, guerrières et leur liaison aux idéologies sécuritaires et aux doctrines des guerres préventives. Cette prise de conscience élargit la compréhension des liaisons entre les questions sociales, les questions sociétales et la question mondiale. Elle prend en compte l'intime liaison entre les niveaux locaux, nationaux, régionaux (au sens des grandes régions), et mondiaux.

Cette prise de conscience commence dès le début de la phase néo-libérale, au début des années 80, dans les pays du Sud avec les luttes contre la dette, le FMI, la Banque Mondiale, les plans d'ajustement structurel. Elle met en lumière dès 1989 le cadre institutionnel de cette phase de la mondialisation (le G8, FMI et Banque Mondiale, OCDE, OMC). Elle se déploie à partir de 1994 en Europe (Italie, France, Allemagne), aux Etats-Unis et en Corée contre le chômage, la précarisation et la remise en cause des systèmes de protection sociale. A partir de Seattle en 1999, et de Porto Alegre en 2000, les forums vont être les lieux de la convergence des mouvements des pays du Sud et du Nord.

La période de la décolonisation a été aussi marquée par une très grande diversité des courants de pensée et des formes d'expression, même si aujourd'hui les représentations privilégient des classements simples qui se réfèrent à des évidences peu discutées.

Le mouvement de la décolonisation est marqué par la prise de conscience du caractère inacceptable du fait colonial et de sa nature. La mondialisation n'est pas absente des débats, elle est liée à l'approche géopolitique des empires coloniaux et de la concurrence inter-impérialiste. Elle laissera place dès les années vingt à la représentation Est-Ouest. La dimension dominante est la dimension nationale et étatique ; c'est elle qui porte l'espoir d'émancipation. Elle entraîne une certaine méfiance par rapport au local. Le niveau des

grandes régions reste une référence aux ensembles pré-coloniaux et pré-capitalistes (l'unité africaine, l'unité arabe, etc.) Les projets de libération nationale y font référence comme à une dimension nécessaire, à la fois lointaine et nostalgique.

Le rapport à la guerre et aux conflits est très différent d'aujourd'hui. La lutte armée paraît inéluctable et marque la discussion sur « le terrorisme ». Les guerres aussi sont intériorisées ; ne dit-on pas en 1914 « le socialisme empêchera la guerre ou alors, la guerre débouchera sur le socialisme ». L'irruption du nucléaire forcera à la coexistence pacifique. Deux des questions majeures aujourd'hui seront explicitées dans leur forme actuelle dans la période post-coloniale. Les limites écologiques sont directement liées au modèle productiviste partagé par les régimes capitalistes et ceux qui affichent leur volonté de dépasser le capitalisme. Les libertés démocratiques s'imposeront à partir du mouvement historique de la fin des années soixante (en 1968, Tchécoslovaquie, France, Mexique, etc.) qui cherche à réconcilier les dimensions individuelles et collectives.

Le projet altermondialiste

La mouvance altermondialiste dans ses différentes significations est porteuse d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « un autre monde est possible ». Nous ne vivons pas « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». Contrairement à ce que nous serinent ces affirmations doctrinaires, nous ne pensons pas que le système dominant est indépassable et que les luttes sociales sont dérisoires à l'échelle des millénaires.

La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour des caractéristiques de sa formation (la convergence des mouvements) et de son orientation (l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix, à la démocratie). La mouvance altermondialiste résulte de la convergence des mouvements de solidarité. Le mouvement syndical, le mouvement paysan, le mouvement des consommateurs, le mouvement écologiste, le mouvement féministe, le mouvement de défense des droits humains, le mouvement des associations de solidarité internationale, sans compter les associations culturelles, de jeunesse, de chercheurs, confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions.

A travers les forums, une orientation commune se dégage, celle de l'accès pour tous aux droits, à la démocratie, à la paix. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante, à l'ajustement au marché mondial par la régulation par le marché des capitaux. A l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la convergence des mouvements.

Cette orientation commune se traduit par une nouvelle culture de la transformation qui se lit dans une évolution de chacun des mouvements. La référence à l'accès aux droits pour tous imprègne les mouvements. Pour citer quelques exemples, Amnesty International a décidé, il y a trois ans, de prendre en charge la défense des droits économiques, sociaux et culturels ; Médecins du Monde définit ses objectifs par rapport au droit à la santé ; les syndicats mettent en avant les quatre droits fondamentaux de l'OIT ; Via Campesina prend en compte la défense de la paysannerie, de la souveraineté alimentaire, des risques écologiques et scientifiques ; etc.

Ces perspectives se situent dans les chantiers qui sont portés par le mouvement altermondialiste, qui l'ont précédé et préparé mais qu'il a permis de réorienter. Citons par exemple la question du droit international et de la lutte contre l'impunité ; le cadre institutionnel de la mondialisation et la réforme radicale des institutions internationales ; la démocratie dans l'entreprise et les normes internationales garantissant leur responsabilité sociale et environnementale ; l'expertise citoyenne et la contestation du monopole de l'expertise dominante ; le marché mondial et les échanges internationaux ; l'annulation de la dette et l'élimination des paradis fiscaux ; la redistribution par les taxes globales ; l'exploration des voies nouvelles de l'économie sociale et solidaire ; etc.

Le mouvement de la décolonisation a été porteur du refus de la fatalité. Il a porté un nouvel espoir à l'échelle de l'Humanité. L'affirmation que chaque peuple avait le droit d'être porteur de son avenir et de l'avenir de l'Humanité. Il a remis en cause l'idée que le progrès consistait à s'assimiler à la civilisation portée par les colonisateurs et imposée, pour leur bien, aux colonisés.

La libération nationale était la condition pour une libération sociale. Elle mettait en avant, pour chaque peuple et pour tous les peuples, le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et au droit de construire son Etat. Le modèle de développement a été celui de l'indépendance nationale. Le système international devait être modifié pour permettre et faciliter ce projet. La crise de la décolonisation résulte de la rupture entre la libération politique et la libération sociale. Elle est la conséquence d'une stratégie de reprise en main par les puissances dominantes, pour l'essentiel les anciennes puissances coloniales, à partir du contrôle du système international et de l'imposition d'un modèle de développement, de l'ajustement de chaque société au marché mondial à travers les programmes d'ajustement structurel. L'arme politique qui a forcé à l'ajustement est la gestion de la crise de la dette, organisée par le groupe des sept et négociée au cas par cas. Mais cette reprise en main n'aurait pas pu réussir si elle ne s'était appuyée sur la crise interne des régimes issus de la décolonisation, sur la rupture de l'alliance qui avait permis la décolonisation, sur la corruption et l'absence de libertés et de démocratie des élites au pouvoir dans les Etats indépendants. En renouant avec l'approche par les droits, le mouvement altermondialiste renoue et prolonge le mouvement historique de la décolonisation.

Le débat stratégique

Le mouvement altermondialiste tire sa force du soutien de l'opinion publique dans chaque pays et au niveau international. Il pose la question de la formation de l'opinion publique mondiale et de son rapport avec l'hypothèse d'une conscience universelle. Il interpelle les Etats, comme on a pu le voir à la réunion de l'OMC à Cancun, dans leur nature, dans les politiques nationales qu'ils mènent et dans leur rôle sur la scène internationale. Il pèse sur le sens de la construction des grandes régions en tant que contre-tendances au néolibéralisme et à l'hégémonie géopolitique.

La représentation dominante restreint les acteurs de la transformation sociale au face à face entre les entreprises et les administrations, le pouvoir économique et le pouvoir politique. Dans la nouvelle période, l'émergence des associations et des collectivités locales renforce le pouvoir citoyen. Proposons de construire une alliance stratégique entre les mouvements et les institutions locales. Nous avons expérimenté à travers les Forums des autorités locales et les Etats Généraux des collectivités locales contre l'AGCS l'intérêt de ce rapprochement. Les politiques locales peuvent aussi illustrer des alternatives (garantie de l'accès pour tous par les services publics locaux, financement et redistribution par les taxes locales, nationales et globales, satisfaction des besoins des habitants à travers les marchés intérieurs non subordonnés au tout exportation, articulation à travers un contrôle citoyen de la démocratie participative et de la démocratie représentative, citoyenneté de résidence, priorité à l'emploi et aux activités locales, préservation de l'environnement, etc.)

La question des alliances est constante. Avec des succès variables, le mouvement combine plusieurs approches qui constituent l'espace de ses alliances, nationales et mondiales. Il s'inscrit dans des alliances larges dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-guerre et les alliances anti-fasciste. Elles ont l'avantage d'être larges, mais elles négligent la construction des alternatives. Il est interpellé par des alliances plus radicales dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-capitalistes et les alliances anti-productivistes. Elles ont l'avantage de se soucier des causes et donc d'être toujours nécessaires, mais elles sont souvent fermées et ne sont pas suffisantes. Le mouvement est confronté à la question des alliances correspondant à la période, aux alliances avec ceux qui refusent le cours néo-libéral, et notamment les nouveaux-keynésiens. Mais, une alliance n'est pas un ralliement, elle comporte aussi sa part de critique ; cette critique passe par le deuil des deux projets de référence de la période précédente, le soviétisme et le keynésianisme.

Le mouvement de la décolonisation a su définir des alliances internes correspondant à des situations spécifiques et qui ont débouché sur des régimes de nature diverse. Les questions débattues, à la lumière des interrogations générales et des situations spécifiques, restent d'une actualité certaine. A titre d'exemple, la question de la bourgeoisie nationale par référence aux bourgeoisies compradores, la place des mouvements ouvriers et l'alliance entre ouvriers et paysans, la nature des paysanneries, le rôle de la petite bourgeoisie intellectuelle et des fonctionnaires, la place des armées. Au niveau international, il faut rappeler que les années vingt ont été marquées par les luttes ouvrières et paysannes, les luttes de libération nationale, la révolution de 1917 et les luttes antifascistes. L'alliance stratégique définie au Congrès des Peuples d'Orient en 1920 à Bakou, et au Congrès des peuples opprimés à Bruxelles en 1927 va relier les deux mouvements d'émancipation, nationale et anti-coloniale, sociale et ouvrière. Cette alliance va porter la décolonisation. Elle ne permettra pas de définir la libération sociale après les indépendances et ne résistera pas à la sous-estimation dramatique de la question de la démocratie, à la rupture entre la Chine et l'Union Soviétique, à la course aux armements, au rétablissement fordiste et keynésien des centres capitalistes, à l'échec de ce que Samir Amin préfère appeler soviétisme pour ne pas le confondre avec le socialisme. La question des alliances internationales est aujourd'hui ouverte, le mouvement altermondialiste esquisse une nouvelle approche qui inclut la contradiction Nord-Sud sans s'y limiter.

La question fondamentale du débat stratégique a très bien été formulée par Immanuel Wallerstein. Il indique que l'équation stratégique qui a permis la transition du féodalisme au socialisme préconisait : il faut construire un parti, pour conquérir l'Etat, pour transformer la société. Cette équation a été confirmée après plusieurs dizaines d'années de débat entre anarchistes, socialistes utopistes et marxistes. Ce débat est aujourd'hui ouvert. Les partis construits pour conquérir l'Etat sont déjà des parti-état et souffrent du rejet des « classes politiques » confrontées à la dérive gestionnaire et aux limites démocratiques. Les Etats sont contestés par la mondialisation économique, d'une part, et par le désir de démocratie de proximité des citoyens, de l'autre. Les Etats ne sont pas le seul acteur de la transformation sociale, même s'il continue à en être un acteur stratégique et essentiel. De là résulte les discussions sur la société civile, appellation commode et ambiguë. La difficulté de généralisation de la forme d'Etat-Nation correspondrait donc à des questions, fondamentales et contradictoires, qui sont au cœur des débats. Ce débat interroge les formes du politique et de la transformation sociale. Il recoupe les interrogations sur la culture politique des mouvements, les questions de l'organisation, du pouvoir, de la hiérarchie, de l'autorité amorcée dans les mouvements de la fin des années soixante.

Les perspectives du mouvement altermondialiste

L'hypothèse de travail est que la phase « néolibérale » de la mondialisation, que je définirai comme une phase de reconquête, est une phase de transition qui est probablement en voie d'achèvement. Trois scénarios définissent les successions possibles. Il s'agit de pointer les cohérences correspondant à des modèles et à des modes de pensée économique et politique et non de scénarios d'évolution des situations.

Le scénario néo-conservateur : De 1980 à aujourd'hui, nous assistons au renforcement du modèle néo-

conservateur. De 1980 à 1989, c'est la période de l'expérimentation et de la montée en puissance, à partir de 1989, nous sommes dans la revanche sociale. En 1995, commence à émerger et à s'organiser un mouvement anti-systémique, le mouvement altermondialiste. En 2001, les attentats de New York accélèrent le virage néo-conservateur. La nomination de M. Wolfowicz à la présidence de la Banque Mondiale est symbolique de cette évolution.

Ce scénario correspond à un monde de guerre ; la concurrence économique se pense comme la guerre, y compris la guerre préventive. Quand on voit la montée des fondamentalismes, des mouvements intégristes et évangélistes dans le monde, on comprend bien ce que signifie une révolution conservatrice. Permettez-moi de citer Gramsci, qui annonçait de manière assez terrible dans ses années de prison : « Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur, surgissent les monstres. »

Le scénario altermondialiste : Il avance la proposition de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix et à la démocratie. Il peut être considéré comme utopiste, mais une utopie peut-être la réalité de demain. Il se construit comme une utopie concrète et sert de référence à de nouveaux idéaux et de nouveaux possibles. Il pèse déjà sur les réalités d'aujourd'hui par l'action des mouvements qui s'y réfèrent.

Le scénario des nouveaux keynésiens : Il correspond au retour à des formes de régulation publique économique et sociale. Le néolibéralisme a mené l'attaque frontale contre les politiques keynésiennes qu'on qualifie aussi de fordiste, sociale- libérales ou de l'Etat social. Le modèle européen était directement visé. On peut faire l'hypothèse que la capacité d'intervention du keynésianisme, comme proposition de régulation, n'avait pas été complètement épuisée. Il reste à réfléchir à des politiques keynésiennes fonctionnant en économie ouverte et à l'échelle mondiale, et non de reprendre l'idée des politiques keynésiennes telles qu'elles ont pu fonctionner auparavant. Ce troisième scénario progresse. C'est probablement là-dessus que s'est opérée la rupture entre Joseph Stiglitz et la Banque Mondiale. J. Stiglitz, partant de l'expérience de libéralisation en Russie conduite suivant les préceptes du néo-libéralisme à la Friedman (il n'y a qu'à laisser jouer les marchés) a affirmé qu'il faut un Etat, même pour libéraliser. Si on ne veut pas la généralisation du capitalisme maffieux, la voie chinoise est préférable à la voie russe.

Chacun de ces modèles s'analyse en cohérence avec des appuis sociaux et des alliances entre des catégories sociales. Il n'y a pas d'automatisme dans le rapport entre les projets et les bases sociales, mais il y a de fortes relations ; on ne peut pas apprécier et comprendre un projet en dehors de ses soubassements sociaux et de ses conséquences sociales. Les modèles formalisent des projets qui se définissent comme des réponses aux contradictions sociales.

De ce point de vue, le premier scénario est porté par des courants régressifs, néoconservateurs, fondamentalistes, intégristes, qui malheureusement progressent beaucoup dans le monde. Le deuxième scénario est porté par le courant, altermondialiste, par la convergence des mouvements qui a été présentée plus haut et qui s'est engagé dans la construction d'un nouveau mouvement social et citoyen. Le troisième scénario est porté par des couches, sociales confrontées à la précarisation et par une partie des couches moyennes, qui ont été particulièrement visées par la « reprise en main » néolibérale. Les bases sociales des différentes approches ne sont pas disjointes ; des projets différents peuvent tenter les mêmes catégories.

Ces scénarios ne sont pas des scénarios d'anticipation ou de prévisions, ce sont des scénarios sur les courants de pensée possibles. Le conflit entre ces courants participera à la construction d'une nouvelle pensée économique, sociale et politique. Aujourd'hui, il existe un rapprochement entre les courants altermondialistes et des nouveaux-keynésiens contre le courant néo-conservateurs. Jusqu'où peut aller ce rapprochement, qui en tirera les fruits et comment pourra être caractérisée et appréciée la logique qui en résultera ? L'Histoire reste à écrire et dépend de nos mobilisations.

Gustave Massiah milite avec l'Initiative pour un autre monde (IPAM) et le CEDETIM. Il est également président du CRID et sur le comité de coordination d'AlterInter.

Les mouvements sociaux en Afrique de l'Est

Les mouvements sociaux émergent lorsqu'un ensemble de personnes ordinaires profitent d'une transformation des opportunités et des contraintes politiques pour s'engager dans des actions collectives conflictuelles contre une élite puissante, en utilisant des répertoires connus d'action et en s'appuyant sur divers réseaux sociaux et cadres culturels. Ces actions collectives conflictuelles peuvent selon lui être brèves ou durables, institutionnalisées ou spontanées, routinières ou spectaculaires.

OPIYO MAKOUE *

Qu'est-ce qui explique, par exemple, qu'en 1992 au Kenya, un groupe d'une cinquantaine de femmes se soient risquées à subir la brutalité policière du régime répressif de Daniel Arap ? Après l'incarcération par le gouvernement kenyan de leur mari et de leurs enfants pour de prétendus crimes politiques, ces femmes avaient en effet décidé d'entamer une grève de la faim et de camper plusieurs jours durant dans le parc des loisirs de la ville de Nairobi (le parc Uhuru) pour réclamer le libération des prisonniers. Irrité par la publicité quotidienne faite à cette action par la presse écrite et électronique, le gouvernement décida alors de déloger ces femmes, au besoin par la force. N'ayant d'autre recours face à la police, les cinquante femmes se déshabillèrent et la défièrent de les battre. Pour étonnant que cela puisse paraître, ces femmes – âgées pour la plupart – furent presque battues à mort et embarquées dans les camions de la police. Si cet incident n'est bien sûr qu'un exemple parmi d'autres dans une longue série d'actes protestataires, il n'en reste pas moins évident ici que d'autres facteurs que des opportunités politiques favorables ont incité ces femmes à se mesurer à la police. Beaucoup d'autres exemples de ce type peuvent du reste être trouvés en Afrique et plus particulièrement en Afrique de l'Est.

A un tout autre niveau, il faut aussi expliquer de manière suffisante les raisons de la désobéissance civile, qui se traduit en réalité moins par des actions violentes que par la transgression de règles et de normes culturelles, dans le but de défier l'autorité établie. On assimile souvent, par exemple, les pratiques d'économie informelle et certaines formes d'habitat, communes dans la plupart des pays d'Afrique, à des stratégies de survie. Mais elles sont bien plus que cela. Elles représentent aussi et surtout des défis lancés aux autorités qui exigent des citoyens le paiement de taxes, la possession de permis de commerce et leur installation dans des zones bien définies. Les affrontements violents apparaissent seulement lorsque les gouvernements tentent d'y mettre de l'ordre. Ainsi, la destruction de taudis fut souvent à l'origine d'importantes batailles de rue entre forces gouvernementales et commerçants au Kenya en particulier, mais également dans toute l'Afrique en général.

Anyang' Nyong'o considère en fait ces mouvements comme le résultat des contradictions entre « les lois gouvernant la participation et les règles d'entrée en vigueur » définies par les institutions et les acteurs dominants et le désir des citoyens d'être pleinement impliqués dans les affaires de la cité. Selon Nyong'o, les acteurs dominants et institutions fixent d'avance les règles qui déterminent qui est autorisé à participer, de même que les normes qui gouvernent la participation. Le plus souvent, ces règles sont contraignantes et discriminatoires et ne tiennent aucunement compte des intérêts et des demandes de larges franges de la population. Dans la mesure où les processus politiques ne peuvent traiter en même temps qu'une petite quantité de demandes publiques, les groupes dominants ont d'autant plus de chances que les couches défavorisées de faire valoir leurs intérêts. C'est donc ici l'incapacité des processus politiques à traiter les demandes de certaines tranches de la population qui donne, selon l'auteur, naissance à ces mouvements. A ceci, il est possible d'ajouter le fait que les Etats jouent un rôle constitutif dans la formation des identités transindividuelles. Les processus de formation de l'identité (dans ses dimensions économiques, politiques et socioculturelles) et les identités transindividuelles ainsi créées par de tels processus peuvent devenir, selon lui, des lieux de conflits politiques, et ces conflits peuvent en retour donner naissance à des mouvements sociaux.

Nous considérerons donc ici que les mouvements sociaux en Afrique de l'Est sont la plupart du temps un défi lancé aux règles d'entrée et de participation par des citoyens qui estiment que les processus existants ne satisfont pas leurs aspirations, et ce quand les moyens légaux sont devenus inopérants. Ces conflits politiques pour s'exprimer doivent s'appuyer sur des réseaux sociaux et ceux-ci doivent être maintenus contre des opposants puissants s'ils veulent accéder au rang de mouvements sociaux. Que ces mouvements réussissent ou qu'ils échouent par rapport à leurs objectifs, le fait qu'ils se dressent contre des adversaires plus puissants n'est pas dénué de signification. Par là, ils entendent montrer que le système ou les processus dont ils dépendent sont injustes et que le système se doit de changer afin de prendre en compte les revendications des citoyens s'estimant lésés dans leurs droits politiques, sociaux, économiques ou encore culturels et identitaires.

Bien sûr, tous ces mouvements sociaux ne poursuivent pas toujours la justice sociale. Certains mouvements peuvent même être violents sans nécessité aucune et se fonder sur des intérêts sectaires voire paroissiaux, comme, par exemple, l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army) en Ouganda

et la secte interdite « Mugiki » au Kenya. En réalité, ces mouvements ne sont ni bons ni mauvais en eux-mêmes ; ce sont surtout les objectifs qu'ils poursuivent qui importent.

Un facteur qui a considérablement accru l'impact et la portée de ces mouvements sociaux est leur médiatisation. La transmission en temps réel des informations et des événements, par le biais de la télévision notamment, permet plus facilement de relayer des actions collectives localisées qui atteignent alors des millions de téléspectateurs à travers le globe, comme ce fut notamment le cas lors de certains affrontements dans le Nord de la planète. En Afrique de l'Est également, les actions locales sont de plus en plus relayées par les médias nationaux surtout et internationaux plus occasionnellement. Ces répertoires d'action collective informent, fournissent des exemples et, partant, peuvent influencer des actions conflictuelles similaires dans des localités géographiquement et temporellement très distantes les unes des autres. C'est là un phénomène que l'on qualifiera d'« effet démonstratif » (demonstration effect).

La rapidité avec laquelle l'information peut être transmise, via internet par exemple, permet en effet à des personnes, séparées parfois par de longues distances, de partager les mêmes informations et de s'organiser en conséquence. C'est ainsi qu'une communauté d'habitants de la forêt au Kenya, les Ogiek, a été capable de mobiliser et d'obtenir l'appui de groupes de pressions et de défense des droits et de l'environnement dans toute la planète. Ceux-ci ont alors envoyé des pétitions au gouvernement kenyan pour qu'il mette un terme à l'expulsion de cette communauté d'une réserve gouvernementale où elle vivait depuis plusieurs siècles. Les fax envoyés de l'intérieur et de l'extérieur par ces groupes agissant en solidarité avec les Ogiek ont ainsi fini par submerger le gouvernement, au point qu'il fut contraint de revenir sur ses décisions et de reconsidérer la sévérité des actions prévues. Ce type de solidarité en réseau a été rendue possible et facilitée par la révolution de l'information et par l'impact globalisateur des technologies de la communication.

Les mobilisations en Afrique de l'Est

Les mouvements sociaux en Afrique de l'Est ont pris trois formes principales en fonction du type de conflits dans lequel ils se sont impliqués : conflits autour du droit à la citoyenneté et à la participation politique, conflits autour de la gouvernance économique et, enfin, conflits relatifs aux droits à la citoyenneté et au territoire, basés sur des appartenances communautaires locales. Nous allons tour à tour aborder chacun de ces conflits, les questions qu'ils soulèvent, ainsi que leur dynamique.

a. Démocratisation et citoyenneté

Une dizaine d'années à peine après l'indépendance, les Etats est-africains basculèrent presque tous soit dans des régimes autoritaires (Kenya et Tanzanie) soit dans des régimes despotiques voire anarchiques (Ouganda). Les libertés politiques pour lesquelles on s'était battu lors de l'indépendance furent alors suspendues et la tyrannie s'implanta presque dans toute la région. Ce fut le cas de l'Ouganda suite à l'effondrement du régime d'Idi Amin Dada et d'Obote II ; du Kenya sous Moi et de la Tanzanie sous Julius Nyerere, qui tous deux interdirent toute forme de concurrence politique et instituèrent le régime du parti unique. En Tanzanie, par exemple, Nyerere put ainsi éliminer progressivement ses opposants du parti Chama cha Mapinduzi (CCM) au pouvoir et concrétiser son rêve, à savoir la construction de l'unité nationale dans ce pays pourtant très diversifié tant d'un point de vue ethnique que linguistique. Pour ce faire, Nyerere s'appuya sur la machinerie du parti, imposa une seule et unique lingua franca, le Kiswahili et une version tanzanienne du socialisme, l'ujamaa.

La collectivisation forcée des activités économiques sous la politique de l'ujamaa ne pouvait à l'époque que contrecarrer le développement d'actions citoyennes organisées, ce jusqu'aux premières élections multipartites de 1995 qui virent notamment l'émergence d'organisations politiques à base ethnique, clanique ou encore économique. Les formes de contestation les plus visibles furent néanmoins les actions politiques des partisans du Front civique uni (Civic United Front, CUF) basés surtout dans les cités insulaires de Zanzibar et de Pemba. Ces actions protestataires, qui exigeaient plus de transparence dans les processus électoraux, ont atteint leur apogée durant les élections de l'an 2000, après d'importantes échauffourées entre les forces de sécurité tanzaniennes et les partisans du CUF, parmi lesquels beaucoup furent blessés. Après ces incidents, de nombreux activistes furent arrêtés et des milliers d'autres cherchèrent refuge au Kenya. Au centre du pays, l'agitation autour du processus électoral fut toutefois bien moins importante.

Au Kenya, le régime de Daniel Arap Moi s'est également appuyé sur la machine du parti pour contenir la dissidence. Mais ce n'est qu'après le coup d'Etat d'août 1982, qui rendit le président de plus en plus soupçonneux, que la répression d'Etat est devenue quasi insupportable. Et pourtant, cette répression ne fit qu'encourager l'émergence du mouvement clandestin «Mwakenya» qui se donna pour objectif d'arracher les rênes du pouvoir des mains de Moi. D'autres groupes se sont également constitués à ce moment, des groupes dont les membres auraient reçu un entraînement militaire en Libye, en Angola et en Ouganda, mais l'on ne peut toujours pas confirmer ces informations. Quoi qu'il en soit, ces dernières servirent à justifier les mesures de répression contre toute forme d'opposition supposée ou réelle, et cette répression en retour a préparé le terrain à une montée de la contestation politique au début des années 1990.

La riposte de Moi fut alors de jeter en prison, sans autre forme de procès, les personnes soupçonnées d'appartenir à ces mouvements clandestins. Au renforcement de la répression répondait alors une augmentation de la contestation qui elle-même exacerbait plus encore la paranoïa du régime. Un nombre croissant de personnes furent arrêtées et torturées dans les salles de torture sordides du bâtiment Nyayo et la délation politique devint, à ce moment, monnaie courante – il était ainsi de bon ton pour les loyalistes d'établir les scores des opposants qu'ils avaient dénoncés sous le prétexte de combattre la dissidence. Les choses atteignirent leur paroxysme au début des années 1990, au moment même où la voix de l'Eglise kényane, demandant le respect des libertés civiques et individuelles, le retour aux élections multipartites et la libération inconditionnelle des prisonniers politiques, se fit de plus en plus bruyante et, partant, irritante pour le régime de Moi.

Un ensemble de facteurs externes et de tendances générales ont par la suite fortement contribué à l'amorce du processus de démocratisation au Kenya. Les pressions constantes des donateurs tant à un niveau bilatéral qu'à un niveau multilatéral, et parfois même leur soutien indirect aux efforts de démocratisation, ont beaucoup contribué à renforcer la détermination des activistes kenyans. La faillite des régimes communistes dans le monde, au début de cette même décennie, ainsi que les appels internationaux pour un plus grand respect des Droits de l'homme, du pluralisme, de la démocratie et de la bonne gouvernance ont également joué un rôle clé. Cette conjonction de facteurs affaiblirent davantage la résistance du gouvernement au pluralisme et à la démocratie. Aussi, le processus de changement ne pouvait alors que devenir irréversible au Kenya, qui renoua, dès 1992, avec le multipartisme. Toutefois, le retour au multipartisme n'a pas pour autant marqué la fin des conflits politiques, Moi étant parvenu à se maintenir au pouvoir.

Beaucoup estimaient à l'époque que Moi avait usurpé son mandat, ce malgré sa victoire lors de deux élections consécutives. En fait, la plupart considéraient Moi comme le principal obstacle à la démocratisation et au développement du Kenya. Voilà pourquoi nombre d'ONG, de groupes religieux, de groupes de femmes, d'étudiants universitaires et du secondaire ainsi que leurs enseignants se sont rejoints dans d'importantes mobilisations, dans le but de forcer le changement. Certains de ces journées sont devenues de véritables dates symboles, tel le 7 juillet appelé le saba saba (7-7 en kiswahili). C'est en effet à cette date, en 1990, qu'eut lieu le premier rassemblement pour demander le pluralisme politique. Le Kamkunji grounds, le stade public qui accueillit ce rassemblement, est devenu lui aussi hautement symbolique. A partir de 2001, le saba saba et le Kamkunji ont donc symbolisé tous deux le changement politique.

L'autre grande lutte politique concernait la révision de la constitution kenyane. A cette fin s'est constitué un important réseau social d'activistes, le National Convention Executive Council (NCEC), qui prit l'habitude de tenir ses réunions dans les locaux de l'Eglise anglicane, la maison Ufungamano. Cette coalition élaborata et diffusa non seulement un projet de constitution, mais participa aussi à la commission officielle mise sur pied par le gouvernement dans le but de revoir le texte. Ce groupe connu sous le nom de l'initiative « Ufungamano » insistait sur la participation de la population au processus de rédaction de la constitution, contrairement au gouvernement qui estimait, quant à lui, que le travail devait se faire par la voie parlementaire. Pour mobiliser les soutiens nécessaires à un processus populaire de rédaction de la constitution, le groupe Ufungamano utilisa notamment le symbole du wanjiku, un village mythique, lieu de naissance de la femme Kikuyu, dont les intérêts doivent être préservés par la constitution.

b. Gouvernance économique

Entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990, l'Afrique de l'Est fut le théâtre d'une vague sans précédent de libéralisation économique. La Tanzanie fut contrainte de démanteler son appareil d'Etat socialiste et de s'en remettre aux forces du marché et au secteur privé. Le Kenya, quant à lui, s'est finalement incliné face à la pression internationale et lancé à contrecoeur dans des réformes visant à libéraliser et le commerce et l'économie. Des trois pays, c'est en fait l'Ouganda qui s'est montré le plus enthousiaste à adopter ces réformes en mettant sur pied la politique de libéralisation la plus orthodoxe.

Pendant cette phase de libéralisation, ce sont les groupes de la société civile issus de l'espace urbain qui se sont montrés les plus critiques envers leurs gouvernements et les institutions internationales, sur la manière dont ces processus ont été menés. Ainsi, le Réseau ougandais sur la dette (Uganda Debt Network, UDN) profita de la campagne internationale pour l'annulation de la dette, organisée sous les auspices de Jubilé 2000, pour réclamer plus de transparence dans les tractations gouvernementales, ce tout en faisant un lobbying pour l'annulation de la dette ougandaise auprès des créditeurs internationaux. L'UDN s'est aussi impliqué dans la formulation d'un plan d'action pour l'éradication de la pauvreté (Poverty Eradication Action Plan) en Ouganda. Ce plan a par la suite inspiré la rédaction d'un document sur la stratégie de réduction de la pauvreté (Poverty Reduction Strategy Paper, PRSP) dans le cadre des conditionnalités d'octroi des prêts de la Banque mondiale et du FMI. L'UDN et d'autres groupes de la société civile en Ouganda ont également été impliqués dans le contrôle budgétaire, la croisade anticorruption et le contrôle des dépenses du Fonds d'action contre la pauvreté (Poverty Action Fund) constitué à partir d'un fonds épargné sur le remboursement de la dette.

Sur fond d'une importante restructuration économique, fut construit un régime globalisé de règles commerciales sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce et lors de négociations entre l'Union européenne et le groupe des pays ACP. Dans ce contexte, des réseaux de la société civile et des syndicats se sont constitués pour faire pression sur les gouvernements régionaux quant aux positions à prendre lors des pourparlers officiels relatifs au commerce. Ces réseaux bénéficient d'un large soutien de la part de réseaux internationaux et de mouvements sociaux. Action Aid, Oxfam, la fondation Henrich Boll, Frederik Boll Stiftung, Econews Africa tout comme les syndicats des trois pays ont ainsi été à la pointe des campagnes visant à influencer les processus, les règles et les résultats des négociations commerciales.

Les mouvements sociaux en Afrique de l'Est se sont également impliqués dans la formation des équipes gouvernementales chargées de participer aux négociations commerciales, tout en organisant des forums publics pour débattre des questions relatives au commerce, à la dette et à la gouvernance économique. De nombreux articles sur ces thèmes ont également paru dans la presse écrite et électronique. Ces efforts ont contribué à sensibiliser davantage les équipes gouvernementales à ces problèmes. Lors des négociations de l'Uruguay Round en 1994, les gouvernements est-africains, par manque de compétences, n'avaient exigé aucune des garanties que prévoient certaines dispositions de l'OMC, garanties portant sur la protection de l'agriculture et de certains secteurs indispensables à leur développement.

Un autre aspect intéressant des mouvements sociaux qui se sont organisés autour de problèmes liés à la gouvernance économique est leur capacité à établir des relations avec d'autres mouvements actifs à un niveau mondial. Les activistes est-africains ont en effet commencé à entretenir des liens solides avec des groupes de pression organisés autour de l'OMC, de la Banque mondiale, du FMI et des groupes militant

pour l'annulation de la dette. Ce faisant, ils sont parvenus à mêler leurs voix aux millions d'autres qui, sur le plan international, réclament un monde plus juste et équitable. Ils ont également contribué à améliorer la perception commune de l'Afrique et des dilemmes inhérents à son développement. Mais, plus intéressant encore, est la demande de ces mouvements africains pour davantage de transparence, d'égalité et de respect lorsqu'il s'agit de composer avec des mouvements européens, nord-américains, voire japonais.

Malgré le travail effectué, qui est loin d'être négligeable, ces mouvements sociaux font l'objet d'un certain nombre de critiques. Les critiques les plus dures affirment, en effet, que ces mouvements urbains sont élitistes et déconnectés des couches les plus pauvres au nom desquelles ils prétendent se battre. Aussi, durant tout le processus du PRSP, la presse et les syndicats ont constamment remis en question le mandat des ONG, et ce dans une posture qui pourrait s'apparenter à une défense des acquis ou encore à des tentatives grossières d'évincer les membres des ONG des processus économiques de gouvernance. Nombre d'activistes ont néanmoins cherché à contourner ces critiques en construisant des réseaux satellites en dehors des capitales et en soutenant les activités des mouvements de base des arrière-pays.

Ainsi, l'UDN a mis sur pied, dès 2001, des comités chargés non seulement de contrôler les actions de lutte contre la pauvreté (PAFPMC) dans 17 districts, mais aussi de suivre la mise en œuvre du Fonds d'action contre la pauvreté (rapport annuel de l'UDN). Par ailleurs, le réseau pour le développement social (SODNET – Social Development Network) possède actuellement des sections chargées du «Futa Magendo» (nettoyage de la corruption) dans quasiment tous les districts du Kenya. Ces sections travaillent avec des organisations issues des communautés de base (CBOs), des associations de paysans, des syndicats et des associations de petits commerçants. Elles transmettent régulièrement au réseau toute pratique de corruption, gèrent le budget des districts locaux et organisent des réunions sur des questions de gouvernance économique.

Une autre critique habituelle faite à l'encontre du personnel de ces ONG est leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Lorsqu'elles remettent en question les politiques publiques, la riposte la plus courante consiste à dire que ces ONG agissent à la solde des donateurs étrangers. Ainsi, au début de l'année 2003, lorsque d'importantes révoltes éclatèrent au Kenya, dans les Zones de production pour l'exportation (EPZ – Export Processing Zone), l'Organisation centrale des syndicats (COTU – Central Organization of Trade Unions) et le gouvernement accusèrent directement les ONG d'avoir encouragé ces révoltes, afin d'obtenir l'aide de donateurs ! Ces accusations étaient bien sûr totalement infondées tant il est vrai que les travailleurs des EPZ sont soumis à des conditions de travail harassantes et inhumaines. Sous le régime de Moi, ces travailleurs n'avaient en fait pas d'autres moyens de faire entendre leur voix, tant était forte la collusion entre le gouvernement et leur employeurs. L'émergence d'un régime démocratique et populaire avait tout simplement entr'ouvert une porte permettant à ces travailleurs d'exprimer leurs griefs. Comme le gouvernement et les syndicats ne s'attendaient pas à cette soudaine irruption, les ONG devinrent dès lors des boucs émissaires faciles.

Ces critiques contre les ONG se sont aussi beaucoup focalisées sur les modes de vie ostentatoires – grosses voitures, bons salaires, nombreux voyages – de certains de leurs membres, alors qu'elles travaillent au beau milieu de conditions épouvantables de misère et d'inégalité. Selon les critiques, ces conditions de vie jettent le discrédit sur la volonté du personnel des ONG de travailler pour la justice sociale, l'égalité et le développement. Au cours d'un atelier organisé par l'Agence pour la coopération au développement et à la recherche (ACORD) en novembre 2002, Murtaza Jaffer, l'un des principaux intervenants est également revenu sur une autre critique souvent adressée au ONG, à savoir l'utilisation continuelle d'un jargon qui ne fait qu'obscurcir le propos et crée le sentiment que leurs activités sont une affaire de spécialistes, ce qu'illustrent notamment des expressions tels qu' « empowerment (renforcement des capacités) des pauvres », « intégration de la problématique du genre », « rupture du cercle de la pauvreté », « consultation des acteurs », etc. Jaffer soutint également que les structures institutionnelles dans lesquelles les ONG font leur travail étaient inadéquates pour susciter la spontanéité et l'innovation indispensables à l'activité des mouvements. C'est que, selon lui, le personnel de ces ONG dispose de privilèges qui rendent leur combat pour la justice sociale, l'équité et les Droits de l'homme, relativement suspect.

c. Mouvements de base

Les mouvements de base ont pris de multiples formes. On peut y inclure des groupes aussi divers que les pasteurs Massaï de Tanzanie qui s'organisent afin de traduire en justice leur gouvernement pour avoir laissé les compagnies minières tanzaniennes et les gros propriétaires terriens empiéter sur leur territoire ; le mouvement Ogiek au Kenya qui s'insurgent contre l'expulsion de leur communauté des forêts Mau ; mais aussi les groupes religieux qui tentent d'organiser la sortie d'une guerre civile vieille de dix-huit ans dans le nord de l'Ouganda. On y trouve aussi les nombreux mouvements de défense de l'environnement, des droits des femmes, des droits à la terre, des droits des fermiers, etc.

Ces mouvements sont pour l'instant très actifs en Afrique de l'Est. Le jeudi 24 juin 1999, un groupe d'environ 5000 Ogiek, vêtus de leurs habits traditionnels faits à base de peaux de singes, qui se dirigeait vers la Haute cour de Justice, fut à l'origine d'une importante agitation dans les rues de Nairobi. Cette communauté d'environ 20 000 personnes, probablement la plus ancienne de l'Afrique de l'Est, lutte actuellement pour sauvegarder son habitat originel dans la forêt Mau. Si cette lutte des Ogiek pour défendre leurs droits à vivre en forêt remonte à avant l'indépendance, quand ils s'opposaient à l'autorité coloniale britannique, elle a cependant pris un nouveau tournant ces dernières années. Leur situation n'a fait qu'empirer depuis 1997, depuis que le gouvernement cherche à l'expulser de la forêt en prétendant par là combattre la déforestation. En fait, les réelles intentions du gouvernement semblent être de mettre à disposition des compagnies forestières un espace pour y exploiter le bois. La forêt étant non seulement l'habitat de la communauté Ogiek, mais aussi leur source d'approvisionnement en miel, bois de chauffage et autres ressources vitales, la résistance apparaît légitime.

Ce qu'ont aussi révélé les événements du 24 juin, c'est que cette communauté, qui mène une action en justice contre un gouvernement qui avait publiquement menacé de les expulser de la forêt, au besoin

par la force, est parvenue au fil du temps à lui voler la vedette, en faisant les gros titres dans les médias kenyans et étrangers. Cela a notamment permis aux Ogiek de bénéficier d'un large soutien national et international. Une pétition électronique fut lancée, à travers le monde, par des réseaux d'ONG kenyanes de défense des Droits de l'homme et de l'environnement et, sur le plan international, des campagnes furent organisées par des organisations telles que World Rainforest Network ou encore Survival International. Au bout du compte, les Ogiek réussirent à obtenir un arrêt de la Cour empêchant le gouvernement kenyan de les expulser de la forêt. Mais le gouvernement ne tint aucunement compte de cet avis et continua à transmettre à la communauté ses ordres d'expulsion. Au cours de l'année 2001, la question des droits des Ogiek fit néanmoins l'objet d'une discussion à l'assemblée nationale kenyane et, aujourd'hui, les Ogiek suivent le processus en cours de révision de la constitution afin d'y faire reconnaître leurs droits.

Trois éléments ont en fait contribué à donner une assise solide à la lutte des Ogiek. Le premier a trait à l'utilisation de symboles culturels. L'utilisation de vêtements faits de peaux de singes par les Ogiek, manifestant le caractère unique et original de la communauté, a permis non seulement d'attirer l'attention des médias et du public et, par contrecoup, d'imposer sur la scène publique leurs revendications, à savoir les droits que leur reconnaissait la constitution, droits qui étaient ouvertement bafoués par le gouvernement. Le deuxième élément a trait quant à lui à la planification de la lutte et à sa mise en réseaux. Soigneusement préparées, elles ont permis aux Ogiek de bénéficier de relais importants et, partant, de renforcer le soutien à leur cause. Cela montre que les mouvements modernes peuvent utiliser le poids du nombre pour tisser de nouvelles solidarités. Le troisième élément concerne enfin la revendication de droits existants. Il s'agit ici de s'appuyer sur des droits existants dans la constitution pour revendiquer d'avantage de droits. Le processus en cours de révision de la constitution a permis aux Ogiek de réclamer de nouveaux droits, tels que le droit à l'éducation, à la santé et à la participation politique.

Dans le Nord de l'Ouganda, l'Initiative pour la paix des leaders religieux acholies (Acholi Religious Leaders'Peace Initiative, ARLPI) constitue un autre exemple de mouvement de base. Pris à partie tant par l'Armée de résistance du Seigneur que par le gouvernement ougandais, cette Initiative rassemble des leaders musulmans, orthodoxes et chrétiens unis dans leur désir de mettre un terme à la guerre dans le Nord de l'Ouganda. Beaucoup de ces leaders ont cherché à jouer un rôle de médiateurs entre le gouvernement et les rebelles, prenant parfois des risques personnels importants pour atteindre leur objectif. Deux prêtres catholiques, le père Tarcisio Pazzaglia et le père Carlos Rodriguez, avaient ainsi pris le risque de rencontrer les rebelles, à deux reprises, en 2001 et en 2002. Accusés de collaboration tant par les forces ougandaises de défense du peuple (UPDF, l'armée) que par les rebelles, ces deux prêtres se retrouvèrent finalement en prison.

Plus tard, en juillet 2003, plusieurs leaders chrétiens et musulmans, cherchant à exprimer leur solidarité avec les milliers d'enfants contraints à passer des nuits froides sur les toits en ville, de peur d'être séquestrés par le LRA, s'installèrent eux aussi plusieurs jours sur des toits froids à Gulu. Le même mois, lors de la tournée du président Bush en Afrique, les membres du ARLPI envoyèrent une pétition au président des Etats-Unis dans laquelle ils demandaient à Bush et à la communauté internationale de briser la loi du silence et d'en finir avec l'inaction face à la situation critique des enfants dans le Nord de l'Ouganda. L'ARLPI a été capable de mener ce type d'actions grâce surtout à son intégrité et son autorité morales. Il est parvenu à apaiser quelque peu l'atmosphère de soupçons et à réduire le scepticisme et l'apathie du public en tissant des liens de solidarité avec d'autres groupes religieux sur la planète. Dans un conflit si éloigné de la capitale et largement perçu comme un « problème du Nord », les risques pris et le profond dévouement à la cause ont permis à ces leaders de renforcer leur combat tant contre le LRA que contre le gouvernement ougandais.

Comme le montre l'expérience du ARLPI, mener un combat durable au milieu d'un terrain où deux forces puissantes se font face, tout en lui étant hostiles, peut s'avérer une entreprise particulièrement laborieuse, spécialement dans ces conflits de longue durée qui n'intéressent même plus la grande presse. L'autorité morale et la conviction de ces mouvements, ajoutées à un attachement profond aux valeurs sont pratiquement les seules choses qui les maintiennent en vie. Ces mouvements, actifs dans des régions souvent considérées comme périphériques, ne disposent pas toujours de réseaux locaux ou encore internationaux susceptibles de leur venir en aide.

Conclusion

En Afrique de l'Est, les gouvernements cherchent le plus souvent à restreindre l'espace indispensable à l'émergence d'actions citoyennes organisées et limitent non seulement l'éventail des choix politiques et économiques qui se présentent aux citoyens, mais créent aussi des identités nouvelles opposant des puissants et des faibles, sur les plans tant politique qu'économique. Selon le type de restrictions et de groupes qui les imposent, les citoyens peuvent réagir soit en s'y conformant et, partant, en choisissant de manœuvrer dans les confins des identités construites, soit en résistant de manière passive, en tentant d'élargir les frontières de ce qui est normativement et légalement faisable – c'est l'« empiètement tranquille » –, soit encore ils peuvent opter pour la résistance active en défiant ouvertement les « règles de la participation ».

Si les citoyens choisissent de résister, les événements, les situations et les objectifs sont susceptibles d'être reconstruits, investis et nourris de nouvelles significations symboliques. Des réseaux sociaux denses peuvent être construits et des soutiens externes peuvent être activés, afin d'élargir l'espace de l'engagement citoyen en rendant visible l'influence et le soutien public dont on dispose. En Afrique de l'Est, les règles de participation et d'entrée créées par les acteurs dominants, les identités qui en résultent, ainsi que les processus et les conséquences qu'elles engendrent continuent de définir les marges de manœuvre des mouvements sociaux. Mais leurs activités sont aussi conditionnées par les capacités de réseaux globaux et le rôle des relais médiatiques.

Argentine : gauches et mouvements sociaux

L'Argentine d'aujourd'hui semble traversée d'une part par une prolifération de conflits et de mouvements sociaux, entre autres sur des thèmes comme la réévaluation des salaires, les revendications des chômeurs et la défense de l'habitat. Cet ensemble d'actions collectives présente dans de nombreux cas un fort ancrage territorial, une claire propension à l'organisation en assemblées et implique une multitude d'organisations. De l'autre côté, malgré la crise du système institutionnel et des partis si souvent mentionnée, les mouvements sociaux peinent à se constituer en nouvelle alternative politico-sociale, ou encore à relier réellement entre eux les différents acteurs sociaux et politiques mobilisés.

MARISTELLA SVAMPA *

Les élections parlementaires d'octobre 2005 ont vu la consolidation « en haut » d'une sorte de « peronismo infinito » (« péronisme sans limite »), renforcé autant par l'affaiblissement des autres partis traditionnels que par la perte du peu de sièges que possédait la gauche parlementaire. Tandis que « en bas » le développement d'une forte politique assistanciale et clientéliste et la crise des organisations de chômeurs ont favorisé la poursuite de la relation du parti justicialiste ¹ avec les secteurs les plus vulnérables.

Les acteurs et les luttes : piqueteros, syndicats, usines récupérées.

Parmi les acteurs sociaux organisés qui ont subi le plus de crocs en jambes ces dernières années, on peut citer les chômeurs. L'émergence d'un ensemble de mouvements de chômeurs (piqueteros ²), à partir de 1996/1997, a été l'un des faits les plus significatifs et les plus originaux des dernières décennies. Depuis leurs origines, ces mouvements anti-néolibéraux ont été traversés par divers courants politico-idéologiques, qui vont du populisme nationaliste à une multiplicité d'organisations du courant anticapitaliste, liées aux différentes tendances de la gauche.

Pourtant, au-delà de leur hétérogénéité, ces groupes partagent un espace commun traversé par des registres d'action précis, parmi lesquels le piquet ou le barrage routier, l'inscription territoriale (le travail communautaire dans le quartier), la démocratie directe, et enfin, l'institutionnalisation d'une relation avec l'Etat, par la supervision de plans sociaux (allocations de 50 dollars) et le financement de projets productifs (jardins communautaires, boulangeries, entreprises textiles, coopératives d'eau et de construction, par exemple).

Dès le début, les relations des gouvernements successifs avec les organisations de piqueteros ont combiné différentes stratégies, alternant la négociation avec une politique de mise au pas et de répression, toujours accompagnées de la judiciarisation du conflit social, qui s'est traduit par plus de 4 000 procès. Cela n'a empêché ni le développement ni la visibilité toujours meilleure des mouvements de chômeurs, qui ont atteint leur apogée en 2000/2003, années de grande effervescence sociale. Pourtant, après l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner, en 2003, la situation a changé notablement. Les premiers gestes politiques du gouvernement actuel, tout comme sa rhétorique « progressiste » (que beaucoup assimilent à des positions de centre-gauche), ont généré de grands espoirs sociaux, lui accordant une marge de manœuvre plus grande que celle des gouvernements précédents.

Après la forte dévaluation de 2002, la croissance de l'économie argentine a été importante (9,3% en 2005). Grâce à l'excédent fiscal, le gouvernement argentin a récemment décidé d'annuler la dette qu'il avait avec le FMI, un total de 9,5 milliards de dollars ³, qui bien que constituant seulement 9% de la dette extérieure, a eu une répercussion très positive dans la société. Pourtant, la pauvreté et le chômage continuent à affecter des franges importantes de la société argentine.

Le gouvernement de Kirchner a montré peu d'intérêt à mettre en oeuvre une politique de redistribution qui bénéficie aux travailleurs, affectés par quinze ans de précarité et de bas salaires (auxquels s'ajoute une inflation qui a atteint 12,3% en 2005), ou à développer une véritable politique d'insertion pour les chômeurs, au-delà des nouvelles formes de clientélisme affectif péroniste ⁴ ou des petites entreprises productives. Cette politique a résulté aussi bien dans l'intégration des organisations proches de la souche populiste, que dans le contrôle, la division et la mise au pas des groupes les plus mobilisés (gauche partisane et indépendante).

Pour ce faire, le gouvernement s'est appuyé sur l'état d'esprit de l'opinion publique, fortement étayé par les grands médias, qui n'ont pas hésité à engager une croisade anti-piqueteros, teintée d'un évident manichéisme. Cette situation ne peut être dissociée de la revendication de « normalité » qui traverse largement la société argentine. Le décor de cette bataille politique entre les organisations de piqueteros et le

gouvernement a été la ville de Buenos Aires. C'est dans ses rues, sur ses places, dans ses édifices publics, et plus encore, face à la municipalité elle-même, au moment du débat sur le Code contraventionnel (Código Contravencional) ⁵ proposé par la ville de Buenos Aires (16 juillet 2004), que ce bras de fer inégal a pris toute son expression, entre ceux qui appelaient à l'institutionnalisation et exigeaient le repli des forces mobilisées (la revendication de l'institué), et les différents acteurs mobilisés (la revendication des exclus). Le corollaire en fut l'augmentation de la judiciarisation et de la criminalisation dans le traitement des conflits sociaux et, surtout, l'installation d'un fort consensus anti-piqueteros dans de larges couches de l'opinion publique.

Par ailleurs, au cours des deux dernières années, les luttes syndicales revendiquant des hausses de salaires (pas seulement comme conséquence de l'inflation, mais avec pour objectif la réduction des disparités salariales entre les travailleurs d'un même secteur, entraînées par la tertiariation et la politique de flexibilité salariale imposées dans les années 90) se sont multipliées, ainsi que les revendications en lien avec la défense de l'éducation et de la santé publique. En 2005, les conflits du travail qui se sont terminés par des grèves ou des suspensions de services ont triplé par rapport à l'année précédente (819 conflits syndicaux contre seulement 249 en 2004). C'est le chiffre le plus élevé depuis 1990, l'année de la mise en place des premières réformes néolibérales.

Il s'agit à l'évidence d'un nouveau cycle d'action syndicale, dont les acteurs principaux sont des groupes de délégués combattifs, dans certains cas extérieurs aux directions syndicales ou aux centrales reconnues. La Centrale des travailleurs argentins (CTA) elle-même, reconnue pour son caractère anti-néolibéral et dont le rôle d'opposant a été crucial dans les années 90, s'est vue débordée par la radicalité adoptée par les nouveaux conflits dans divers secteurs. Citons entre autres les luttes du secteur de la téléphonie (Telefónica Argentina), de la santé publique (les hôpitaux), de l'alimentation (la viande), de l'enseignement (à tous les niveaux), des transports (le métro de Buenos Aires, les pilotes et techniciens d'Aerolíneas Argentinas), ainsi que de certains secteurs plus traditionnels, comme la métallurgie et les usines automobiles (Daimler-Chrysler, Ford et Volkswagen).

Le nombre d'actions syndicales qui adoptent la méthode piquetera (immédiatement associée au blocage de routes) n'est pas négligeable, ce qui implique aussi une stigmatisation rapide. Ainsi, il est fréquent que le gouvernement et les grands médias, dans la version qu'ils donnent des conflits, soulignent en premier lieu les conséquences négatives des actions de protestation (obstruction du trafic, problèmes de transport, perte de journées d'école, risque de manque de soins dans les hôpitaux publics, etc.) ou visent à dénoncer leur caractère « éminemment politique ». Dans le cas des grèves à répétition de la part du personnel non-médical de l'Hôpital Garrahan (le centre pédiatrique le plus important de pays), le gouvernement a lancé une campagne de discrédit contre l'un des dirigeants syndicaux (membre d'un petit parti trotskiste) et a tenté de rendre le conflit illégal, tandis que le ministre de la Santé traitait les grévistes de « terroristes sanitaires ».

Pourtant, l'escalade syndicale continue. En 2004 et 2005, malgré les repréailles patronales et le peu de visibilité médiatique de certains conflits - surtout ceux qui se sont produits dans l'intérieur du pays - nombre d'entre eux se sont terminés par le triomphe des revendications des travailleurs. Dans leur majorité, il s'agit d'accords d'entreprises, dont on prend soin généralement de ne pas les divulguer publiquement afin de ne pas créer un « effet boule de neige » dans d'autres secteurs. Sauf exceptions, il faut signaler que ces expressions syndicales sont rarement reliées à d'autres acteurs, surtout les chômeurs, particulièrement stigmatisés aujourd'hui.

Enfin, il faut rappeler qu'il existe en Argentine un important mouvement d'usines récupérées, qui continuent la lutte par des moyens judiciaires et législatifs afin d'obtenir la loi d'expropriation et leur reconnaissance comme coopératives de travailleurs. Actuellement, il existe plus de 150 usines récupérées, dirigées par différents courants et constituées en coopératives.

A la différence de l'expérience des piqueteros, les usines récupérées ont suscité dès le début de forts courants de sympathie et de soutien, qui ont été fondamentaux pour leur expansion et leur consolidation. Les usines récupérées se considèrent elles-mêmes comme des « mouvements », en ce que la récupération (le fait de résister) est assimilée à la protestation sociale. En réalité, sauf cas exceptionnels (parmi lesquels on trouve deux cas emblématiques, comme les céramiques Zanón, dans le nord de la Patagonie et l'Hôtel Bauen, dans la ville de Buenos Aires), les usines récupérées n'ont pas rencontré de forte résistance de la part de l'Etat. Plusieurs tentatives d'expulsion et de remises aux anciens propriétaires ont été enregistrées, mais la crise a plutôt ouvert de nouvelles opportunités politiques, d'abord à travers une officine d'Etat (l'INAES - Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social) - qui a créé une unité pour les entreprises récupérées), puis en facilitant la formation de coopératives et l'expropriation en faveur des travailleurs.

N'oublions pas que l'expropriation n'est que temporaire et que nombreuses sont les entreprises récupérées qui connaissent une situation économique difficile et dont les travailleurs travaillent dans des conditions de véritable auto-exploitation. Les obstacles sont dus autant au manque d'appui de la part de l'Etat dans le processus de commercialisation des produits, qu'à la fragmentation organisationnelle que présente ce mouvement. Il existe aujourd'hui quatre courants, les plus importants étant le Mouvement national d'entreprises récupérées (MNER) et le Mouvement national de fabriques récupérées par leurs travailleurs (MNFRT), qui possèdent des relations bien huilées avec le gouvernement actuel.

Les différentes traditions idéologiques sur le terrain militant

Quels sont les principaux obstacles que connaissent les mouvements sociaux dans leur processus d'articulation politico-sociale ? Pour les facteurs externes, il suffirait de mentionner la productivité politique du

péronisme, laquelle se nourrit moins d'une supposée vocation pour le pouvoir qui serait absente chez ses opposants, que d'une habile autorité présidentielle qui synthétise l'héritage qui articule le « décisionnisme » politique et l'efficacité populiste, ainsi que la revendication de normalité véhiculée par une société choquée par la disparition de l'illusion néolibérale (l'appartenance à un supposé « Premier monde ») et par la menace qui s'ensuit de la dissolution sociale vécue pendant la grande crise de 2001-2002. Signalons en outre le contexte de forte croissance économique que traverse le pays.

J'aimerais, en revanche, décrire plus en détails certains facteurs à proprement parler internes qui rendent difficile une véritable articulation sur le terrain militant. Sans doute, le plus notoire au sein de l'espace militant a été la fragmentation organisationnelle croissante liée aux positions et aux diagnostics opérés par les différentes tendances de la gauche. Loin de rechercher les convergences stratégiques, les différentes traditions idéologiques ont renforcé le conflit interne et, par là même, ont favorisé la division totale entre les mouvements et les organisations.

Tout d'abord, dans tout ce processus, une responsabilité majeure incombe à la gauche partisane, surtout aux diverses variantes du trotskisme, qui représente le degré le plus élevé du dogmatisme idéologique en ce qui concerne ses définitions du pouvoir, du sujet politique et de la stratégie de construction. S'ajoutent à cela des erreurs de diagnostic politique notoires : l'absence de perception du changement d'opportunités politiques (redéfinition de la scène politique à partir de 2003) et la sous-estimation de la productivité politique du péronisme ont été fondamentales dans l'aggravation de la crise de certains mouvements, tant dans les assemblées de quartiers (en 2002), que dans le processus de délégitimation et d'isolement social des organisations de chômeurs (2003-2004).

D'un autre côté, les tentatives répétées de la gauche partisane d'imposer une sorte d'hégémonie sur le terrain militant se soldent généralement, tôt ou tard, par de fortes implosions organisationnelles et idéologiques, qui se traduisent par une perte du capital politique et symbolique des nouveaux mouvements. Enfin, dans les périodes électorales, les partis de gauche ont coutume d'instrumentaliser encore plus les organisations sociales au détriment de leur autonomie décisionnelle et du développement d'une logique de construction plus territoriale (liée au travail communautaire et aux entreprises productives).

En second lieu, nous pouvons signaler le rôle plus récent dont on peut créditer la gauche populiste, qui a fini par remettre en avant les éléments les plus négatifs de la tradition national-populaire, grâce à son alliance avec Nestor Kirchner. La tradition populiste argentine reprend des éléments différents que les autres expériences qui agitent le continent, comme c'est le cas en Bolivie, où la tradition national-populaire réapparaît liée aux revendications de nationalisation des hydrocarbures, mises en avant par l'ensemble des acteurs mobilisés.

De la même façon, malgré toutes les affinités -qui sont plus de l'ordre du désir que de la réalité -, le modèle kirchneriste a peu à voir avec le projet défendu par Chávez au Venezuela, dont le caractère controversé et ambivalent nous informe déjà sur le caractère multidimensionnel de cette expérience. En Argentine, la tradition populiste tend à déboucher sur la reconnaissance du primat du système institutionnel, à travers le rôle du Parti péroniste, sur les mouvements sociaux.

Cette inflexion répond à une certaine conception du changement social : celle qui réduit la perspective d'une transformation à un changement d'orientation politique du gouvernement, plutôt qu'à une possibilité de rééquilibrage des forces à travers les luttes sociales. Le primat du système politico-partisan tend à s'exprimer dans une forte volonté de subordination des masses organisées à l'autorité du leader et dans une méfiance notoire envers les nouvelles formes d'auto-organisation sociale et envers leurs exigences de réappropriation de leur pouvoir (empowerment) et d'autonomie. De même que pour la gauche partisane, la question de l'autonomie des acteurs pour la tradition populiste argentine et ses héritiers actuels, constitue un angle mort, impensé, quand il n'est pas perçu comme « artificiel » par rapport à notre géographie de la pauvreté.

Cette « non thématization » dénote que le populisme argentin, sous toutes ses facettes, méconnaît profondément les nouvelles tendances globales à l'organisation. Il ne reconnaît pas les nouvelles pratiques politiques ni l'impact positif qu'elles pourraient exercer dans un processus de reformulation du contrat social, dans un sens de l'inclusion.

En troisième lieu, soulignons le rôle qu'ont joué ces groupes qui composent l'espace hétéroclite des organisations indépendantes et autonomes. Ces nouvelles expériences militantes - surtout chez les jeunes - se nourrissent d'un éthos commun cimenté par l'impératif de la lutte anti-bureaucratisation et de la démocratisation des organisations et par une grande méfiance envers les structures partisans et syndicales. La forte résonance qu'a eu ce qu'on a appelé de manière générique en Argentine l'« autonomisme » n'est pas un hasard.

Cette nouvelle histoire politique, qui traverse un ensemble de collectifs et de mouvements contre la globalisation néolibérale, se nourrit aussi de la pensée d'un secteur de la philosophie politique italienne, spécialement de l'œuvre de Toni Negri et de Paolo Virno et, au niveau continental, il prend comme modèle de référence le discours zapatiste⁶. Bien que le terrain de l'autonomie est beaucoup plus large et multicolore que ce qu'indiquaient les références antérieures, ce qui est sûr c'est qu'en Argentine ce phénomène a connu une inflexion hyperbolique, surtout dans les mobilisations de 2002 et 2003.

S'il est difficile pour la gauche partisane et populiste de comprendre les nouvelles formes d'auto-organisation du social, l'autonomisme se caractérise, de son côté, non seulement par sa vision trop unidimension-

nelle du pouvoir et de la relation avec l'Etat, mais aussi par le refus de penser la question de l'articulation politique comme quelque chose de plus qu'une coordination horizontale de mouvements. De même, pour de nombreux militants autonomistes, la notion même d' « hégémonie » - dont le sceau gramscien a tellement marqué la pensée de la gauche argentine depuis quelques décennies - s'est transformée en une sorte de cristallisation de tous les maux...

Ce qui est certain c'est que la tentation à l'hégémonie des partis de gauche n'a rien fait d'autre que renforcer les éléments extrêmes du camp autonomiste, qui dans de nombreux cas a confondu la défense de la différence avec l'appel à la pure fragmentation, et a tendu à dissoudre la logique politique dans la pure action contre-culturelle, ou dans une sorte d'ontologisation du social dépourvu de médiations.

Finalement, ces excès ont généré aussi une réaction inverse, surtout dans le camp piquetero et dans les organisations contre-culturelles où l'on enregistre une sorte d'involution de la part de certains groupes et collectifs militants déçus par le peu de répercussion politique des promesses de démocratisation et d'horizontalité de l'autonomisme (car la politique de Kirchner a entraîné avec elle un approfondissement du clientélisme parmi les secteurs populaires). Face à ce nouveau blocage des opportunités politiques, certains tendent à plonger dans une défense des principes révolutionnaires classiques les plus orthodoxes et dogmatiques, dans leurs tendances léninistes et guévaristes.

La possibilité de l'émergence d'un nouveau sujet politique qui pourrait incarner la forte attente de changement qui traverse la société argentine du début du nouveau millénaire s'est dissipée, autant par le retour à la normalité institutionnelle incarnée par le « péronisme sans limite », que par les divergences entre les différentes traditions idéologiques représentées dans les organisations sociales. Le processus de stigmatisation des luttes sociales entre 2003 et 2005 met en avant l'importance du débat culturel et symbolique, de même que la nécessité des ponts et des articulations entre les éléments les plus positifs et mobilisateurs des différentes tendances de la gauche - la tradition national-populaire, la tradition classique et la tendance autonomiste.

NOTES

- 1 [NDLR] Nom donné au parti politique fondé en 1945 par le général Juan Domingo Perón, plus connu sous le nom de Parti péroniste. La doctrine «justicialiste» conciliait mesures sociales, nationalisme, catholicisme et répression.
- 2 [NDLR] Les piqueteros, du terme « piquete » (piquet), désignent les groupes organisés de travailleurs sans emploi.
- 3 [NDLR] Lire à ce sujet le communiqué de presse du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) qui conteste ce paiement : <http://www.cadtm.org/article.php3?i>.
- 4 [NDLR] De Juan Domingo Perón, général et homme politique argentin, a été élu président de la République en 1946 et renversé en 1955. Après 18 années d'exil, il est revenu en Argentine et a été à nouveau élu président en 1973. Il est décédé en 1974, laissant le pouvoir à sa troisième épouse, María Estela Martínez. Lire Léa Terbach, *Genèse du Péronisme*, RISAL 2002.
- 5 [NDLR] Le Code contraventionnel (Código Contravencional) de la ville de Buenos Aires est une mesure législative votée en 2004, visant à contrôler, sanctionner et réprimer les actions ou activités d'individus ou de groupes portant atteinte à la "sûreté" de la ville. Dans cette catégorie se trouvent entre autres la prostitution, la vente d'alcool, la vente ambulante, etc. ainsi que les "piquets", l'obstruction de la voie publique sans préavis pouvant donner lieu à une peine de 1 à 5 jours de travail communautaire ou à une amende allant de 400 à 1000 pesos.
- 6 La version plus simplifiée présentée par le livre de John Holloway, « *Changer le monde sans prendre le pouvoir* », a eu aussi beaucoup d'influence (Buenos-Aires, Herramienta, 2001).

RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine URL:<http://risal.collectifs.net/>

Svampa est journaliste en Argentine

Pourquoi

« Alternatives international » ?

Samedi 15 janvier 2005 par Alternatives international

Nous vivons une période de grands bouleversements. Avec l'essor du capitalisme néolibéral et la disparition du grand « compétiteur » qu'était l'Union Soviétique, un nouveau système impérial se construit à travers de nouvelles guerres, la transformation de l'ONU en une chambre d'enregistrement des décisions américaines, le contrôle renforcé des institutions financières et commerciales, etc. Cet impérialisme « ancienne manière » s'impose sans foi ni loi devant le reste du monde dans un rythme accéléré par les événements du 11 septembre.

De l'autre côté, le mouvement citoyen mondial s'affirme, passe des résistances à la mise en avant d'alternatives. Un autre monde est possible renoué avec une volonté d'émancipation contre un système fondé sur l'exploitation, le sexisme, le racisme et la violence. Le Forum social mondial (FSM), au départ une rencontre, s'efforce de devenir un processus mondial, permanent, articulé, de réseautage, de création d'une nouvelle culture, de nouvelles « valeurs » d'un mouvement social qui cherche à s'affirmer un acteur incontournable, à la fois face aux États qui essaient de le mâter, et pour les mouvements politiques de gauche qui cherchent à s'en inspirer.

Bref, les contradictions d'aiguisent et nous devons être capables de penser en même temps la radicalisation de la droite et les immenses mobilisations qui émergent des mouvements sociaux de Seattle à Québec en passant par Gênes, Buenos Aires et Johannesburg. Pour le moment, ce mouvement n'a pas de centralité et ne se traduit pas par un projet ou une représentation politique univoque. Mais il s'y dessine à l'évidence des principes communs et des lignes de convergence qu'il est indispensable, pour sa maturation et son efficacité, de renforcer. Comme le signalent les mouvements sociaux réunis à l'occasion du Forum social mondial, « notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples ».

Pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons décidé de faire converger nos efforts et de créer le Réseau « Alternatives – international », qui regroupe des associations de plusieurs pays dans le but de renforcer les synergies et les actions communes. Nous voulons être à la fois :

- Un réseau de mouvements sociaux qui se reconnaissent comme des acteurs importants dans la lutte pour la transformation sociale et politique.
- Un réseau qui promeut des actions de solidarité à l'échelle internationale, pour la démocratie, la justice sociale, les droits et le développement durable, contre l'impérialisme, le militarisme, le racisme.



MONTRÉAL
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS
21 tel, rue Voltaire
75011
Paris

RABAT
63, rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM
C.P. 31417
Jérusalem
91313

<http://alternatives-international.net>